

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Du Rôle du Président du Tribunal

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

Thèse pour le Doctorat

*Présentée et Soutenue le lundi 12 Décembre 1910
à 10 heures du matin*

PAR

M. GAUBERT

Président : M. JAY, professeur

Suffragants : { MM. GIDE, professeur.
CAPITANT, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, Rue Soufflot, 13

1910

DU RÔLE DU PRÉSIDENT DU TRIBUNAL
EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Du Rôle du Président du Tribunal

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

~~~~~

### Thèse pour le Doctorat

*Présentée et Sou tenue le lundi 12 Décembre 1910  
à 10 heures du matin*

PAR

**M. GAUBERT**

---



*Président* : M. JAY, professeur

*Suffragants* : { MM. GIDE, professeur.  
CAPITANT, professeur.

— — — — —  
PARIS

**A. PEDONE, ÉDITEUR**

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, Rue Soufflot, 13

—  
1910



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41550226\\_0044](https://archive.org/details/IA41550226_0044)

## INTRODUCTION

---

La loi du 9 avril 1898 — dont le point de départ d'application s'est placé au 1<sup>er</sup> juillet 1899 — est aujourd'hui la loi fondamentale, la loi organique en matière d'accidents du travail. Elle constitue — selon la qualification même qui lui a été appliquée au cours des travaux préparatoires — la « Charte du risque professionnel ». Cette loi, en effet, est venue substituer à la théorie de la responsabilité quasi-délictuelle qui exigeait pour être engagée une faute du patron, celle du risque professionnel qui met à la charge de l'employeur tous les accidents même fortuits résultant de l'exercice de la profession de l'ouvrier et alors même qu'ils sont dûs à la faute — même inexcusable — de celui-ci. Cependant il n'est dû aucune indemnité à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident, et en cas de mort, ses représentants ne pourront rien réclamer puisqu'ils ne sauraient posséder plus

de droits que leur auteur. Toutefois cette faute intentionnelle ne se présumera jamais et le patron devra l'établir, suivant le droit commun, par tous les moyens de preuve, puisqu'il s'agit d'une véritable fraude.

Un économiste distingué, M. Cheysson, a su en des termes excellents, justifier le risque professionnel. « Du moment, écrit-il, où l'industrie moderne entraîne des risques inévitables, l'ouvrier ne peut ni ne doit les supporter, aujourd'hui moins que jamais, en présence de l'outillage moderne et des forces qui l'actionnent. Quand le terrassier travaille avec sa bêche ou sa pioche, le bûcheron avec sa hâche, l'outil, dans ses mains, n'est que le prolongement de ses organes ; il en est le maître et l'on peut, à la rigueur, admettre qu'il en soit responsable. Combien autre est le rôle de l'ouvrier vis-à-vis d'un haut-fourneau, d'une chaudière, d'un laminoir, de ces métaux en fusion, de ces appareils formidables et de ces forces irrésistibles dont le moindre attouchement est mortel ! L'ouvrier n'a pas le choix de ses outils, il les subit. C'est au maître qui les lui impose de subir la responsabilité des choses qu'il a sous sa garde ». (1)

C'est cette loi de 1898, d'une si haute portée so-

(1) Cheysson, *Journal des Economistes* du 15 mars 1888,

ciale, que nous allons étudier au point de vue seulement du rôle très important qu'elle attribue au Président du Tribunal dans un but de conciliation et qu'elle précise dans son article 16, modifié par la loi du 31 mars 1905.

La convocation des parties afin de conciliation devant ce magistrat intervient, nous allons le voir, en des circonstances diverses, dont la multiplicité s'explique par la nécessité de protéger la victime de l'accident ou ses ayants-droit contre les risques de prescription pouvant résulter d'un retard apporté à l'enquête sur cet accident faite au préalable par le juge de paix.

Cette convocation a lieu, aux termes de l'article 16, 1<sup>o</sup> si le dossier de l'enquête transmis par le juge de paix au Président porte mention du décès de la victime, dans les cinq jours à partir de la transmission du dossier ; 2<sup>o</sup> si le décès n'est connu qu'après cette transmission, dans les cinq jours à partir de la transmission, par la partie la plus diligente, de l'acte de décès ; 3<sup>o</sup> si, au cas d'accident d'incapacité permanente (absolue ou partielle), il y a eu accord entre les parties sur le caractère permanent de l'incapacité, dans les cinq jours de la remise de l'acte constatant cet accord ; 4<sup>o</sup> s'il y a lieu à la décision d'incompétence du juge de paix prévue à l'article 15 de la loi du 9 avril 1898 (c'est-à-dire

à la décision par laquelle le juge de paix s'est déclaré incompetent, l'une des parties ayant soutenu, sur une demande d'indemnité temporaire, que l'incapacité était permanente), dans les cinq jours de la réception de la décision d'incompétence ; 5° en toute hypothèse, autre que les quatre précédentes (au cas d'inaction prolongée de la victime ou de ses ayants-droit) dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription fixé par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898 (c'est-à-dire de l'année qui suit la clôture de l'enquête du juge de paix ou la cessation de paiement de l'indemnité temporaire) , lorsque le Président connaît la date de l'expiration du délai de prescription.

Le Président a enfin le pouvoir — sous réserve du consentement des parties — de commettre un expert, notamment à l'effet de fournir tous renseignements permettant d'apprécier l'incapacité de travail. Le rapport de cet expert doit être déposé dans le délai de huitaine.

Le Président agit donc bien comme juge conciliateur. Sa mission est d'entendre les observations de chacun des intéressés et de s'efforcer de les mettre d'accord. Si l'accord a lieu et est conforme aux prescriptions de la loi de 1898, il est sanctionné par une ordonnance de ce magistrat qui constituera pour l'ouvrir son titre de pension. Si au contraire

un accord n'intervient pas, le Président rend alors une ordonnance renvoyant l'affaire devant le Tribunal.

Ainsi le législateur de 1898 a entendu prescrire une tentative de conciliation et confier de ce soin le Président du Tribunal.

Et d'abord pourquoi la loi a-t-elle exigé que, préalablement à toute instance, une tentative de conciliation fut tentée entre les parties intéressées ?

« Une loi sur la responsabilité des accidents doit être une loi de paix sociale, a très justement fait remarquer M. Rist. Il est bien d'assurer à chaque victime ou à ses ayants droit une indemnité légitime mais si pour obtenir cette indemnité on doit recourir à tout l'appareil compliqué de la procédure ordinaire ; si le paiement doit apparaître chaque fois comme le signe d'une victoire sur son patron, si leurs rapports réciproques sont envenimés par la chicane, les arguties et les ruses des « hommes de loi » le bienfait apparent de la loi se change en un véritable danger. » (1)

Aussi toutes les lois relatives à la responsabilité en matière d'accidents du travail ont-elles pris le soin d'organiser une procédure très rapide et peu coûteuse. La loi française de 1898 en particulier,

(1) Ch. Rist, *Législation anglaise de la Responsabilité en matière d'accidents*, p. 147.

qui a vu ses dispositions revisées tour à tour — et dans un sens toujours plus favorable aux victimes des accidents du travail — par les lois du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905, a prescrit que les actions auxquelles pourrait donner naissance l'interprétation de telles ou telles de ses dispositions seraient jugées d'après la procédure sommaire ; que les délais d'appel seraient réduits à un mois pour les jugements contradictoires rendus en vertu de cette loi et à quinze jours pour ceux rendus par défaut, à partir du jour où l'opposition n'est pas recevable (art. 17).

De même encore, la loi de 1898 a attribué compétence aux juges de paix, magistrats conciliateurs par excellence, dans un grand nombre de cas intéressant notre matière. Enfin, et ceci nous intéresse plus spécialement encore, moins pour activer la marche des procès que pour en prévenir la naissance, plus regrettable ici que partout ailleurs, on a voulu qu'un haut magistrat tente de concilier les parties avant qu'elles ne s'engagent dans une procédure qui peut être longue et hasardeuse.

Pourquoi le législateur de 1898 a-t-il confié cette mission au Président du Tribunal, ce qui constitue une véritable innovation dans notre législation ? Le Président du Tribunal, en effet, a en général un rôle tout autre, et c'est moins de conciliation que

de droit qu'il a chaque jour à s'occuper ; de plus il semble bien qu'il en résultera pour les présidents de certains tribunaux, établis dans les grands centres industriels, un surcroît de besogne fort sensible.

Néanmoins, on a eu soin de préciser, au cours de la discussion de la loi, que c'est le Président lui-même, en personne, qui devra tenter de concilier la victime de l'accident ou ses ayants droit et le chef d'entreprise. Son remplacement ne sera possible et autorisé qu'exceptionnellement, pendant les vacances judiciaires ou au cas de maladie et lorsqu'il aura régulièrement délégué ses pouvoirs à un autre magistrat du siège chargé de le suppléer (1).

« C'est, a déclaré M. Béranger, dans la séance du Sénat du 14 mars 1889, le Président du Tribunal lui-même, le croiriez-vous ? qui doit inviter les parties à se présenter pour se concilier. Vous figurez-vous ce que sera à Paris cette attribution nouvelle ? Voyez-vous le Président du Tribunal de la Seine, au milieu de ses multiples et absorbantes occupations, recevant les dossiers, les examinant, convoquant les parties devant lui et les invitant à la conciliation ? C'est là assurément une procédure bien exceptionnelle... »

Quoi qu'il en soit des inconvénients de ce choix,

(1) V. sur ce point Vassart et Nouvion Jacquet, *La Loi de 1898 sur les Accidents industriels*, t. I, p. 328.

c'est à ce magistrat que le législateur français a voulu confier le soin de concilier les parties. C'est très probablement à notre législation civile du divorce que la loi de 1898 a emprunt cette disposition ; là encore, en effet, à raison de l'importance du débat qui s'engage, la loi prescrit un essai de conciliation devant le Président du Tribunal et non devant le juge de paix. Comme dans les procès ordinaires, on n'a pas voulu que les parties puissent prendre, peut-être à la légère, sans un avertissement préalable, une détermination aussi grave que celle d'introduire une action en divorce, et la loi en a soumis l'exercice à un préliminaire spécial qui s'accomplit sous forme d'une double comparution devant le Président du Tribunal civil, d'abord du demandeur seul, puis du demandeur et du défendeur.

C'est, à notre connaissance, le seul cas dans lequel le Président du Tribunal civil ait reçu de la loi une mission de juge conciliateur. A ce cas isolé, le législateur a voulu en ajouter un second, mais cela ne se fit pas sans grands tâtonnements ni de grandes hésitations. La proposition qui instituait cette procédure préliminaire devait rencontrer au cours de la discussion de la loi, beaucoup d'opposants irréductibles et ce n'est qu'après de longues discussions qu'elle fut adopté finalement.

M. Ricard, rapporteur en 1892 du projet de loi sur les accidents, justifiait en ces termes la mission confiée au Président du Tribunal : « La Commission a pensé que pour les contestations portant sur des rentes ou pensions dues à la suite d'accidents ayant entraîné soit la mort, soit une incapacité permanente, il y avait lieu d'organiser une procédure spéciale. Il fallait, tout d'abord, essayer d'éviter les procès et faire en sorte de rapprocher les parties intéressées en les éclairant sur l'étendue de leurs obligations et de leurs droits. La conciliation devait être tentée et, pour en assurer le succès, il était bon de s'en remettre au magistrat investi dans l'arrondissement de la plus haute fonction judiciaire et de le charger d'opérer cette tentative de rapprochement. » (1)

La même opinion avait été exprimée dès 1887 par M. Duché dans son rapport à la Chambre des Députés. « On peut espérer, disait-il en parlant de l'essai de conciliation devant le Président, on peut espérer que le plus souvent cette mission sera remplie avec succès. L'autorité du juge, sa haute compétence, son impartialité reconnue s'exerçant sur le terrain, relativement restreint, délimité par la loi nouvelle, ne sauraient manquer d'être écoutés

(1) V. Rapport Ricard, au nom de la Commission du travail. Doc. parlement. 1892, p. 301 et suiv. Annexe n° 1926.

dans la plupart des cas. L'ordonnance de conciliation deviendra certainement la règle générale ; le procès ne sera plus que l'exception rare. »

C'est ainsi que le Sénat, après avoir, dans son premier texte, confié aux magistrats cantonaux le soin de tenter un rapprochement entre les parties, a fini par se ranger à l'opinion de MM. Duché et Ricard.

A vrai dire, les raisons invoquées par les deux honorables rapporteurs ne sont pas des plus convaincantes et sont loin, à notre avis, de reposer sur des bases juridiques solides. Mais ce n'est pas ici le lieu d'examiner la valeur des arguments qui ont été fournis. Cet examen trouvera sa place dans une autre partie de cette étude. Pour le moment, nous nous trouvons en présence d'une disposition légale, certaine, obligatoire. Le Président du Tribunal civil a reçu de la loi de 1898 modifiée par celle de 1905, un rôle conciliateur en matière d'accidents du travail. C'est l'étude de l'étendue et de la nature de ce rôle qu'il nous reste maintenant à aborder.

---

## CHAPITRE PREMIER

### *Convocation et représentation des parties devant le Président.*

Le Président compétent pour tenter la conciliation des parties, prévue à l'art. 16, est généralement celui de l'arrondissement où s'est produit l'accident. Cependant, lorsque celui-ci est survenu en territoire étranger, comme alors, dans ce cas, le juge de paix compétent est celui du canton où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attaché la victime, ce sera le Président du Tribunal de l'arrondissement où se trouve l'établissement ou le dépôt qui sera compétent.

Il en sera de même dans le cas où l'accident s'étant produit en territoire français hors canton où était situé l'établissement ou le dépôt auquel était attachée la victime, celle-ci aura saisi le juge de paix de ce dernier canton.

Cette compétence extraordinaire du Président du Tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel la victime est attachée, pourra exister même lorsque l'enquête aura

été faite par le juge de paix du lieu de l'accident. L'art. 15 § 8 décide en effet que « si après transmission du dossier de l'enquête au Président du Tribunal du lieu de l'accident et avant convocation des parties, la victime ou ses ayants droit justifient qu'ils n'ont pu, avant la clôture de l'enquête, user de la faculté prévue à l'alinéa précédent (c'est-à-dire réclamer devant le magistrat cantonal la compétence exceptionnelle du juge de paix du canton de l'établissement ou du dépôt auquel appartient la victime), le Président peut, les parties entendues, se dessaisir du dossier et le transmettre au Président du Tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attachée la victime. » La loi est restée muette sur le point de savoir comment les parties pourront saisir le Président de leur requête. Le moyen employé sera le plus souvent la simple lettre recommandée ou non. Aussitôt que le Président sera saisi de cette requête, il devra convoquer les parties par lettres recommandées; il recevra leurs explications et, en cas de non comparution, constatera qu'elles ont été régulièrement convoquées. Il jugera de la valeur des motifs exposés par la victime ou ses représentants pour expliquer leur retard. La loi lui laisse tout pouvoir d'apprécier ces motifs. S'ils lui paraissent acceptables et s'il estime que l'intérêt

de la victime ou de ses représentants le commande, il se dessaisit du dossier en le transmettant au Président du Tribunal de l'arrondissement où est situé l'établissement ou le dépôt auquel est attaché la victime par une ordonnance qui sera sujette à appel puisqu'elle a un caractère contentieux et qu'elle statue sur une question de compétence (1).

### § 1. — *Convocation des parties*

Contrairement aux principes généraux, en vertu desquels, dans les constations privées, c'est à la partie la plus diligente, en général au demandeur, qu'il appartient de requérir la signification des actes de procédure, la loi de 1898 impose au Président du Tribunal le devoir de prendre lui-même l'initiative de convoquer les parties. Il est vrai que l'appel en conciliation n'est pas à proprement parler un acte de procédure. Il est vrai aussi qu'il aura beaucoup plus de chances d'aboutir s'il émane du magistrat conciliateur que d'une des parties en litige. C'est ce que d'ailleurs avaient fort bien compris les rédacteurs de la loi du 2 mai 1855 qui, modifiant celles du 25 mai 1838 et du 20 mai 1854 sur les justices de paix, instituèrent comme mode d'invitation en conciliation dans les causes soumises à la juridiction cantonale « le billet d'aver-

(1 V. sur ce point Sachet, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> édit. 1909, t. II, p. 45.

tissement », lequel billet est, dit la loi, « rédigé et délivré par le greffier au nom et sous la surveillance du juge de paix » (1).

Mais, quoiqu'il en soit de ce point spécial, l'article 16 de la loi de 1898 trace nettement son devoir au Président : Il doit convoquer les parties dans les cinq jours qui suivent la transmission du dossier de l'enquête faite par le juge de paix. Dans quelle forme doit-il le faire ? La loi n'a rien dit à ce sujet. En présence de ce silence et pour le cas où les parties ne se présenteraient pas volontairement, on s'était demandé en quoi devait consister la convocation. Devait-on se conformer à l'ar. 52 du Code de Procédure civile, qui, en matière de conciliation prescrit de citer les parties par ministère d'huissier ? Le procédé avait paru peu acceptable, car il entraîne des frais et des lenteurs que la loi de 1898 désirait surtout éviter.

Devait-on alors expédier par la poste un billet d'avertissement analogue à celui dont il est parlé à l'art. 17 modifié de la loi du 25 mai 1838 ? Enfin, devait-on convoquer les parties par *lettre recommandée* ?

Une circulaire du garde des sceaux du 16 juin 1899 est venue, sur ce point, suppléer au silence de la loi.

(1) V. sur ce point Sachet, *op. cit.*, 1<sup>re</sup> édit. 1899, p. 449 et 450.

« La convocation, est-il dit dans ce document, est fait soit par lettre recommandée, soit par l'intermédiaire du maire ou du commissaire de police. La forme importe peu ; il suffit que les intéressés soient prévenus en temps utile. » (1)

Une autre circulaire du garde des sceaux du 10 octobre 1899 a indiqué cependant que la convocation par lettre recommandée présentait de réels avantages et devait être préférée à tous autres modes. En effet, elle assure la régularité de la transmission et permet de conserver au dossier une pièce officielle qui prouve, en cas de défaut des parties, que les dispositions de la loi ont été exécutées.

De plus, d'après les motifs d'un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 18 mars 1903 « la prescription est interrompue et la justice est saisie par la convocation adressée aux parties, conformément à l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898 ; en substituant dans un intérêt d'ordre public et de paix sociale l'action du premier magistrat de l'arrondissement à celle de la partie, le législateur n'a pu vouloir attribuer à la convocation que le Président du Tribunal adresse au chef d'entreprise, un effet autre et moindre que celui qu'aurait eue la

(1) V. cette circulaire : *Recueil de documents sur les Accidents du Travail*, réunis par le Ministère du Commerce et, depuis 1906, par le Ministère du Travail, 1899, p. 75.

citation en justice délivrée par la partie ou ses représentants. Cette convocation introduit en réalité l'instance en indemnité, instance qui se terminera soit devant le Président lui-même, soit devant le Tribunal » (1). L'arrêt de la Chambre civile du 2 mars 1904 (2) ajoute que l'assignation délivrée après non conciliation n'est que l'exécution de l'ordonnance qui a renvoyé l'affaire devant le Tribunal et qu'aucune disposition de loi n'a imparti au demandeur un délai spécial dans lequel il devait agir.

La convocation du Président interrompt la prescription, aussi est-il nécessaire d'en garder la trace. Le récépissé de la lettre recommandée joint au dossier conservé au greffe permet de constater avec certitude la date de l'envoi de la convocation.

Dans quels délais doit être faite la convocation ? La loi de 1898 disait que la comparution en conciliation devait avoir lieu dans les cinq jours de la transmission du dossier au Président du Tribunal par le juge de paix. L'article 16 nouveau, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mars 1905, précise les conditions dans lesquelles le président doit accomplir le premier acte de sa juridiction et distingue, avons-nous vu plusieurs hypothèses.

(1) V. cet arrêt dans la *Gazette des Tribunaux* du 20 mars 1903. — V. aussi sur le même point Cassat. Chambre civile, 9 nov. 1903, rapporté dans le *Recueil spécial des Accidents du Travail*, de M. Villetard de Prunières, IV, p. 255.

(2) *Gazette du Palais*, 1904, I. 592.

Si le dossier d'enquête que lui transmet le juge de paix porte mention du décès de la victime, le Président doit convoquer les ayants droit et le chef d'entreprise dès les cinq jours de la transmission du dossier. Si le décès n'est connu qu'après cette transmission, le même délai de convocation a pour point de départ la production par la partie la plus diligente de l'acte de décès. Si aucune enquête n'a été faite, pour un motif quelconque, le Président du Tribunal ne possédant que l'acte de décès de la victime prétendue, devra prier la partie qui le lui adressera à déclarer l'accident à la mairie et à reporter au secrétaire un certificat médical constatant le décès (art. 11 et 12) et le juge de paix devra alors procéder à une enquête. Cependant la prescription peut être imminente. Dans ce cas, il est bien certain que le Président devra passer outre et faire d'urgence les convocations après avoir recueilli tous les renseignements utiles.

S'il s'agit d'un accident entraînant une incapacité permanente, absolue ou partielle, au cas d'accord entre les parties sur le caractère permanent de l'incapacité, le Président doit convoquer les intéressés dans les cinq jours de la remise de l'acte écrit constatant cet accord. Dans la même hypothèse, mais en cas de désaccord entre l'ouvrier et le chef d'entreprise, la réception de la décision

d'incompétence du juge de paix prévue à l'art. 15 marque le point de départ du délai.

Enfin, pour garantir la victime ou ses ayants droit contre les conséquences de leur inaction prolongée et assurer de la façon la plus complète le règlement dans les conditions légales de tous les accidents du travail dont le caractère originairement grave aura donné lieu à une enquête, le même alinéa prévoit la convocation d'office des parties par le Président du Tribunal dans les cinq jours précédant l'expiration du délai de prescription de l'art. 18 à moins qu'il ne soit impossible de connaître cette date.

Quelles personnes doivent être convoquées ?

Ecartons tout d'abord une hypothèse qui ne se présente qu'assez rarement : c'est celle où l'accident a été causé par la faute d'un tiers. Le président sortirait de ses attributions s'il convoquait lui-même ce tiers ; mais comme le patron et la victime ont tous deux inuérêment à le faire intervenir dans la tentative de conciliation, le président ne doit pas s'opposer à leur comparution (1) et si les parties avaient omis de le faire, le juge conciliateur devrait signaler au défendeur l'intérêt qu'il aurait à convoquer lui-même le tiers qui paraît responsable et ren-

(1) V. en ce sens une circulaire du Garde des Sceaux du 22 avril 1901, *Rec.*, 1901, p. 185.

voyer la conciliation à une audience ultérieure. Par là on peut souvent, surtout si le tiers est représenté par une compagnie d'assurances, éviter les frais et les lenteurs d'un double procès : procès de l'ouvrier pour réparation totale du préjudice subi, procès du patron pour recouvrer ses amendes.

Si le tiers ne comparait pas, il n'y a pas lieu de donner défaut contre lui puisque rien ne l'obligeait à se présenter. Si, au contraire, domicilié dans un autre arrondissement, il comparait et ne se concilie pas, il n'y aura pas lieu de dresser procès-verbal de non conciliation en ce qui le concerne. En tous cas, on ne pourrait pas soutenir que sa comparution implique reconnaissance de la compétence du Tribunal du lieu de l'accident (1).

A défaut de conciliation avec le tiers responsable, une double action pourra être intentée contre lui par le patron et l'ouvrier. Rien ne s'oppose à ce que l'ouvrier donne mandat au patron, représenté lui-même par une Compagnie d'assurances, de poursuivre en son nom. Ce mandat peut-être constaté dans le procès-verbal de conciliation dressé en vertu de la loi de 1898.

Mais le plus souvent, il est vraisemblable que le tiers répondra à la convocation qui lui a été adres-

(1) Tribunal de Saint-Calais, 12 janvier 1900, *Gazette du Palais*, 1900, I. 319.

sée. Si les parties se mettent d'accord, le Président dressera un procès-verbal constatant d'une part ce que l'ouvrier reconnaît lui être dû en vertu de la loi de 1898 et ce que le patron reconnaît lui devoir d'après cette loi et, d'autre part, ce que l'ouvrier accepte du tiers responsable pour la réparation complète du préjudice subi. Le procès-verbal précisera notamment quel est le salaire annuel de la victime et le montant total du préjudice qui incombe au tiers. Il indiquera aussi la diminution de salaire que l'accident est susceptible d'occasionner à l'ouvrier et le chiffre de l'indemnité forfaitaire que le patron aurait eu à supporter s'il eût été seul responsable. La réparation due par le tiers pourra consister en une rente pour le tout ou dans la rente forfaitaire et un capital pour le surplus.

A noter que le procès-verbal ne sera pas enregistré gratis comme l'accord intervenu entre le patron et l'ouvrier. Il sera revêtu du timbre et soumis aux mêmes droits d'enregistrement que si la convention avait été constatée par acte sous seings privés ou par acte notarié.

En dehors de cette hypothèse exceptionnelle, quelles sont les personnes dont la convocation est obligatoire ? L'art. 16 de la loi de 1898 répond : la victime ou ses ayants droit, le chef d'entreprise et, depuis 1905, l'assureur, s'il y a assurance. Lorsque

la victime est vivante, c'est elle seule qui doit être convoquée avec le chef d'entreprise ; les ayants droit ne sont appelés qu'en cas d'accidents mortels. Les ayants droit ici, seront le conjoint, les enfants légitimes et naturels et, à défaut, les ascendants et les descendants autres que les enfants. En dehors de ces parents, les héritiers légitimes ou les légataires universels n'ont pas qualité pour assister à la tentative de conciliation.

Bien entendu, si la victime est empêchée par son état de maladie, elle peut se faire remplacer par un mandataire, mais celui-ci devra être muni d'une procuration régulière.

Aux termes de l'art. 16, le chef d'entreprise n'est pas tenu de comparaître *en personne* devant le Président : il peut se faire représenter par un fondé de pouvoirs spécial. La présence personnel en conciliation du chef d'entreprise n'est-elle pas d'ailleurs le plus souvent incompatible avec les nécessités de la grande industrie ? Le directeur d'une grande société ou un industriel comme M. Schneider ne peut, à l'occasion de chaque accident, être dans l'obligation de s'aboucher personnellement avec les victimes ; c'est ce que comprirent fort bien les rédacteurs de la loi de 1898 qui, pour ne laisser place à aucune ambiguïté, ajoutèrent à « chef d'entreprise » ces mots : « qui pourra se faire représenter » (1).

(1) V. sur ce point Sachet, *op. cit.*, 1909, II. p. 36.

Dans les sociétés anonymes, c'est l'un des administrateurs gérants ou des directeurs généraux qui a seul qualité pour traiter au nom de la société ou pour donner mandat à une autre personne. Il a été en effet jugé qu'une société anonyme, propriétaire d'une usine, n'est pas liée par le fait de son directeur technique, qui a comparu à une procédure de fixation de rente, sans mandat spécial à cet effet et sans que les administrateurs aient été convoqués par le président (1).

La loi de 1898 ne disait rien de l'assureur. La loi du 22 mars 1902, qui a ajouté un § 6 à l'art. 12, mettait le Président du Tribunal en mesure de connaître l'assureur et de le convoquer à la place du chef d'entreprise. Le fait d'adresser directement la convocation à la compagnie d'assurances évite des retards et des complications. Dès lors, il n'y aura lieu de convoquer le patron lui-même que si son assureur refuse de le représenter ou si ses explications sont nécessaires pour déterminer par exemple le chiffre du salaire annuel de l'ouvrier.

La loi du 30 mars 1905 est venue faire cesser toutes les incertitudes qui pouvaient s'élever sur ce point en spécifiant formellement dans l'article 16 nouveau que l'assureur devait, lui aussi, être con-

(1) C. Besançon, 11 juillet 1900, *Gazette du Palais*, 1900, II. 256.

voqué par le Président comme la victime et le chef d'entreprise.

Cette disposition nouvelle ne fait en réalité que consacrer une situation que la force même des choses avait créée. Les motifs de cette réforme ont été parfaitement mis en lumière à la Chambre des députés par M. Mirman dans son rapport du 14 mai 1901. « La présence de l'assureur à cette tentative de conciliation ne sera point, dit-il, une innovation. En effet, si l'assurance contre les risques de la loi de 1898 n'est pas obligatoire, — contrairement aux votes émis à tant de reprises par la Chambre des députés — elle s'impose néanmoins à tous les chefs d'entreprise prévoyants, soucieux de leurs propres intérêts. Ceux-ci l'ont compris. 90 0/0 des chefs d'entreprise sont aujourd'hui assurés. Le demandeur a donc en face de lui, non le patron lui-même mais l'assureur que celui-ci s'est substitué. Or, toutes les polices interdisent à l'assuré de traiter directement avec le demandeur; s'il le faisait, ce serait à ses risques et périls et en s'exposant aux plus sérieuses difficultés avec les compagnies. Aussi est-il rare que le chef d'entreprise, convoqué par le Président, n'use pas de la faculté que lui confère la loi de 1898 de se faire représenter; il remet donc sa convocation à son assureur qui, habituellement, se présente seul, muni d'un pouvoir spécial et régulier.

« Si, par exeception, ajoute M. Mirman, le chef d'entreprise se présente, sa réponse est invariable : « C'est par déférence, dit-il, que je me suis rendu « à votre convocation, mais je ne puis prendre « aucun engagement ; je vous prie de renvoyer « l'affaire pour me permettre d'en référer à mon « assureur. » Le Président, très justement désireux d'arriver à une conciliation, ne peut alors que renvoyer et c'est encore un retard. Souvent aussi, le chef d'entreprise a négligé ou oublié de prévenir immédiatement l'assureur de la convocation qu'il vient de recevoir ; lui-même ne se dérange pas, sachant qu'il s'est, par sa police, dessaisi du droit de traiter avec la victime ; aussi le jour de la conciliation est remis après convocation nouvelle ; autre cause de retard... »

Les difficultés signalées dans le rapport de M. Mirman ne sauraient plus se représenter aujourd'hui depuis que la loi du 30 mars 1905 a rendu obligatoire la convocation de l'assureur. Dans la pratique, le plus souvent, celui-ci se fera remettre un pouvoir par l'assuré.

L'art. 16 nouveau dit aussi « s'il y a assurance, l'ordonnance du Président spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise. » Cette rédaction assez obscure a suscité, dans la pratique, des interprétations diverses.

D'après certaines décisions judiciaires, l'assureur ne doit pas être mis en cause mais est substitué de plein droit au chef d'entreprise (1). Il a été jugé, en sens contraire, que c'est à bon droit qu'en cas de conciliation l'ouvrier introduit l'instance à la fois contre le chef d'entreprise et contre la compagnie d'assurances (2).

Mais si cette mise en cause est utile, elle n'est cependant pas indispensable, le législateur de 1905 ayant entendu spécifier qu'en cas d'assurance, l'ouvrier ou son ayant droit auraient l'assureur pour seul débiteur. Les travaux préparatoires sont formels sur ce point.

Que faut-il décider au cas où le patron responsable est une personne morale : Etat, département ou commune ? La question tire son intérêt de ce fait que l'art 49 du Code de Procédure civile dispense du préliminaire de conciliation devant le juge de paix « les demandes qui intéressent l'Etat et le domaine, les communes, les établissements publics... » Cet article n'est pas applicable à la tentative de conciliation devant le Président du Tribunal civil prévue par la loi de 1898. Une circulaire du garde des sceaux du 22 août 1901 l'a dit expres-

(1) En ce sens, Trib. Cambrai, 8 mars 1906. *Gazette des Tribunaux*, 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 1906.

(2) Rennes, 9 janv. 1906. *Gazette du Palais*, 1906, I, 177.

sément. D'ailleurs, dans beaucoup de cas, les représentants légaux de ces personnes ont capacité suffisante pour conclure un règlement.

Pour les accidents survenus dans les chantiers ou ateliers de l'Etat et des départements, c'est le Préfet qui sera convoqué ; pour les travaux des communes ce sera le Maire ; à Paris, le Préfet de la Seine représentera à la fois l'Etat, le département de la Seine et la Ville de Paris. Pour les accidents survenus dans les manufactures nationales, on convoquera le directeur de l'établissement.

Une circulaire du ministre des travaux publics du 28 septembre 1899 a investi les ingénieurs en chef des Ponts et Chaussées du pouvoir de régler amiablement les indemnités temporaires et rentes viagères dues aux victimes d'accidents dans les travaux de l'Etat exécutés par un agent de leur service ; ils ont également qualité pour suivre les instances devant toutes les juridictions (1). L'art. 49 du Code de pr. civ. ne s'applique pas non plus aux causes intéressant les incapables et les interdits. « Il ne s'agit pas en effet de concessions mutuelles dont les parties peuvent ne pas être aptes à mesurer l'importance, mais de faits matériels à constatations, de dispositions légales et d'ordre public à appliquer. » (2)

(1) Sachet, *op. cit.*, 1909, t. II, p. 42.

(2) V. circul. précitée du Garde des Sceaux du 22 août 1901.

Il n'y a donc plus lieu d'observer en notre matière l'art. 467 du Code civil qui interdit au tuteur de transiger au nom du mineur sans y avoir été autorisé par le conseil de famille et sur avis conforme de trois jurisconsultes et sous la condition de l'homologation de la transaction par le Tribunal. Ces garanties sont remplacées ici par l'intervention du Président et par l'art. 30 de la loi de 1898 qui déclare nulles toutes les convocations contraires aux dispositions de la loi.

En conséquence, s'il existe des orphelins de père et de mère, on convoquera leur tuteur. Celui-ci a qualité pour conclure l'accord au nom de son pupille (1). Si la tutelle n'était pas constituée, le juge de paix serait invité à réunir le conseil de famille. Si le blessé ou l'ayant droit est un mineur sous l'administration légale de son père, celui-ci sera convoqué ; si c'est un mineur enfant naturel, même reconnu, il sera nécessaire de faire constituer une tutelle. La jurisprudence admet en effet que la reconnaissance restreint l'exercice de la puissance paternelle à un droit d'éducation et n'attribue au-

(1) Il est vrai qu'un jugement du Trib. Civil de Vannes du 22 juin 1900 a décidé le contraire ; mais un jugement du Trib. de Limoux du 9 décembre 1900 s'est prononcé dans notre sens. En outre, un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 29 juillet 1907 (S. P., 1903, II., p. 276) a formellement reconnu au père administrateur légal le droit de transaction.

cun droit sur l'administration des biens du mineur. (Cass. Req. 6 nov. 1898, S. 99. T. I. 24.) Les enfants élevés dans les hospices sont sous la tutelle des commissions administratives de ces maisons, conformément à la loi du 15 pluviôse de l'an XIII et du décret du 19 janvier 1811, art. 15.

A Paris et dans le département de la Seine, la loi du 10 janvier 1849. art. 3, § 3, a décidé que la tutelle des enfants trouvés, abandonnés et orphelins confiés à l'Assistance publique appartiendrait au directeur de cette administration.

Si l'intéressé est un interdit, son tuteur sera convoqué ; s'il est pourvu d'un conseil judiciaire, il devra comparaître assisté de ce conseil.

Dans son ouvrage *Les accidents du travail. — Manuel de conciliation*, M. Duchauffour, vice-président au Tribunal de la Seine, signale un cas particulier. Il rappelle que la plupart des consuls étrangers ont la mission d'organiser la tutelle de leurs nationaux résidant en France (certains d'entre eux exercent eux-mêmes de plein droit la fonction de tuteur des incapables appartenant à la nation, dont ils surveillent les intérêts. Aussi, lorsqu'il s'agira d'un mineur étranger, c'est le consul auquel ressortit ce mineur étranger qui devra être convoqué à moins qu'une autre tutelle régulière ne soit déjà organisée. Si le consul compétent se refuse à

agir et si le mineur étranger se trouve ainsi sans appui et sans défense, le juge de paix français qui serait compétent s'il s'agissait d'un mineur français, peut prendre l'initiative de réunir un conseil de famille et de faire nommer au mineur un tuteur provisoire (1). Si la victime de l'accident est décédée, ne laissant ni conjoint, ni enfant de moins de seize ans, on convoquera ses ascendants qui prétendraient être à sa charge ou le tuteur des descendants âgés de moins de seize ans qu'il pourrait aussi avoir à sa charge.

## § 2. — *Représentation des parties*

Les parties intéressées sont-elles obligées de comparaître en personne devant le Président du Tribunal ou peuvent-elles s'y faire représenter ?

En ce qui concerne le chef d'entreprise, aucune difficulté n'est possible. Nous venons de voir, en effet, que la loi a pris souci de spécifier formellement qu'il peut se faire représenter à la tentative de conciliation. Il suffit que la personne qui comparet devant le Président comme son mandataire justifie d'une procuration régulière, à moins qu'il ne soit assisté d'un avoué.

(1) Cassat. , Req., 10 nov. 1896, *Journal du Droit international privé*, 1897, p. 823. Cité par Duchaufour, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit. 1906, page 29.

Le même droit doit-il être reconnu à la victime ou à ses ayants droit ? Aucun texte précis ne tranche la question, mais la teneur de l'art. 16 paraîtrait donner à penser que le législateur a réservé ce droit au chef d'entreprise. Cependant, dans le projet voté en 1895 par le Sénat, la question était résolue en sens contraire. « Les parties, lisait-on à l'art. 14 de ce texte, doivent comparaître en personne ou par fondé de pouvoir, à moins d'empêchement justifié. »

La clause de la loi de 1898 sur ce point, doit, semble-t-il, être interprétée en ce sens que la victime a la faculté de se faire représenter par son mandataire. C'était tout au moins l'avis du garde des sceaux qui s'exprimait ainsi dans sa circulaire du 22 août 1901 : « En matière ordinaire, disait le Ministre, une décision de ma Chancellerie, en date du 15 mars 1822, autorise le juge de paix à interdire à la partie comparaisant en personne de se faire assister par un homme de loi s'il est estimé que la présence de celui-ci peut nuire aux efforts qu'il tente pour la conciliation. Cette décision conserve sa raison d'être dans la matière des accidents du travail, mais, tout en croyant utile de continuer à écarter de la tentative de conciliation les personnes qui, comme les agents d'affaires, peuvent avoir intérêt à mettre obstacle à tous

arrangements, j'estime que toutes les fois que le patron sera assisté ou représenté par son conseil, tels par exemple, que l'agent de son assureur ou le chef de son contentieux, il y aura lieu, pour garantir aux deux parties une protection égale, d'autoriser l'ouvrier à se présenter en compagnie d'un conseil autorisé qui pourrait être un ouvrier exerçant ou ayant exercé d'une manière effective et sérieuse la même profession que lui. »

Dans la séance du 30 mai 1901 (1), la Chambre des députés avait adopté, après une vive discussion et sur le rapport conforme de M. Mirman, une disposition en vertu de laquelle « indépendamment du conseil commis par l'assistance judiciaire, la victime pouvait se faire assister par une personne exerçant la même profession ou l'ayant exercée pendant dix ans et reconnue comme telle dans un certificat émanant du syndicat ouvrier, d'une société de secours mutuels ou du Conseil de Prudhommes de la région. » « C'est là, disait M. Mirman, une garantie suffisante mais indispensable pour empêcher la continuation d'abus que, dans l'intérêt évident des victimes, il faut radicalement supprimer. »

La Commission du Sénat rejeta cependant cette disposition sur le rapport de M. Chovet, du 19 no-

(1) V. *Journal officiel* du 31 mai 1901, p. 1179 et 1182.

vembre 1903 (1). « Nous pensons, disait-il, que l'ouvrier a besoin d'être protégé contre son inexpérience des affaires litigieuses ; presque toujours il est une proie trop facile pour les faméliques et les agents d'affaires de bas étage. Ces individus, capables de tout oser sauraient trop facilement s'affubler du masque trompeur d'anciens professionnels de n'importe quel corps d'état. Le plus sûr résultat de la loi nouvelle serait d'enfanter une génération spontanée de faiseurs d'affaires ardents à exploiter la bonne foi d'une clientèle naïve et toujours trop confiante. Et, d'ailleurs, en raisonnant ainsi, nous sommes en parfaite comunion d'idées avec les auteurs même du projet en discussion, puisque, sous l'art. 30, ils décident que « sont nulles de plein « droit et de nul effet les obligation contractées « pour rémunération de leurs services, envers les « intermédiaires qui se chargent, moyennant émo- « luments convenus à l'avance, d'assurer aux vic- « times d'accidents ou à leurs ayants droit les bé- « néfices des instances ou des accords prévus aux « articles 15, 16, 17 et 19. »

En première délibération, M. le Sénateur Strauss déposa l'amendement suivant : « La victime peut

(1) V. ce rapport dans *Journal officiel*, Doc. parl. Sénat, Annexe n° 290. — V. aussi Sénat, séance du 17 juin 1904, discours de M. Chovel, *Journal officiel*, p. 568.

se faire représenter par un ouvrier exerçant la même profession. Il en est de même des ayants droit. »

M. Louis Legrand, à l'opinion duquel se rallia M. Cordelet, président de la Commission, fit observer que si l'ouvrier voulait prendre un mandataire pour régulariser les conventions ou transactions arrêtées devant le Président, il le pourrait, conformément au droit commun, sans qu'il fût nécessaire de le spécifier dans la loi. Quant à l'assistance et à la représentation devant le Président, elle paraissait inutile et même dangereuse à raison des conflits, nuisibles aux intérêts de l'ouvrier, qui pourraient s'élever entre le mandataire choisi par l'ouvrier et l'avocat ou l'avoué qui lui étaient accordés d'office. Sur ces observations, l'amendement Strauss fut repoussé (1).

A la seconde délibération, il fut de nouveau présenté. Le Président de la Commission demanda son rejet en ces termes : « L'ouvrier victime d'un accident du travail qui vient devant le Président ou devant le Tribunal, est assisté d'un conseil puisqu'il a de plein droit l'assistance judiciaire (2) ; il a, à côté de lui, un avocat ou un avoué ; quel-

(1) V. Sénat, séance du 17 juin 1904, *Journal officiel*, 18 juin, Déb. parlement. p. 575.

(2) C'est un point que nous examinons en détail un peu plus loin.

quefois les deux. Si donc l'ouvrier assistant est du même avis que les conseils légaux, son rôle est inutile ; s'il est d'un avis différent, ce rôle de conciliateur du magistrat sera rendu plus difficile encore. La vraie place du camarade d'atelier, de l'ami du blessé est dans le cabinet de l'avoué ou de l'avocat, pour compléter les explications que pourra donner la victime. Dans tous les cas, si ni l'avoué, ni l'avocat, ni le Président, ni le Tribunal lui-même ne voient d'inconvénient à ce qu'un ouvrier de la même profession intervienne, il pourra être entendu : c'est à cela qu'il faut se borner. Prenons garde d'ouvrir la porte à des agents d'affaires qui seraient de prétendus ouvriers de la même profession. »

« Quant à la représentation, ajoutait le Président, il est évident que si l'ouvrier est malade ou blessé, il pourra se substituer un mandataire. »

Le commissaire du gouvernement intervint peu après dans le débat. Il rappela que l'ouvrier, quand il se présente en conciliation devant le Président, est pourvu de l'assistance judiciaire et qu'en conséquence, les avocats et les avoués pourraient « si leur zèle concordait toujours avec le vœu de la loi » prêter leur concours à l'ouvrier devant le Président. Il rappela aussi les termes de la circulaire du 22 août 1901, recommandant d'autoriser l'ou-

vrier à se présenter en compagnie d'un conseil toutes les fois que le patron serait lui-même assisté ou représenté. Aucune protestation ne s'éleva contre cette pratique et, après une rapide intervention de M. Strauss, l'amendement fut repoussé.

De tout cela, il résulte que l'ouvrier est considéré comme régulièrement représenté par l'avocat ou l'avoué commis. Il peut cependant, s'il est malade ou blessé, c'est-à-dire hors d'état de se présenter lui-même, désigner un mandataire, conformément au droit commun, et qui le représentera devant le Président.

Du reste, la présence d'un conseil ouvrier n'est pas absolument contraire au vœu du législateur, puisque le Président de la Commission a formellement déclaré, sans être contredit, que ce conseil pouvait être entendu en conciliation quand la victime est assistée d'un avocat. En outre, le Commissaire du gouvernement a pu lire, sans soulever d'observations, le passage précité de la circulaire du 22 août 1901, relatif à la présence, aux côtés de l'ouvrier, d'un autre ouvrier exerçant ou ayant exercé la même profession.

Il est donc évident que le législateur n'a pas voulu que l'ouvrier, parfois illettré, presque toujours ignorant de la loi et des droits qu'elle lui confère, fût exposé à se présenter seul, alors que

son patron serait assisté ou représenté par un homme de loi. Il paraît, au contraire, conforme au vœu de la loi que le Président admette les conseils qui se présenteront aux côtés de la victime quand l'avocat ou l'avoué désigné y consentira et surtout quand il n'aura pas été possible d'assurer à l'ouvrier le concours d'un avocat ou d'un avoué en conciliation. Toutefois, il ne devra pas perdre de vue les dispositions de l'art. 30 nouveau § 4 et 5 de la loi. La Chambre des députés, en effet, a fait une guerre sans merci aux agents d'affaires « vers faméliques rampant sur les marches du Palais ; s'engraissant aux dépens des pauvres et suçant jusqu'à leurs dernières ressources » a dit en termes imagés M. le procureur général Loubat (1).

La Commission de la Chambre avait adopté un paragraphe additionnel à l'article 30, appliquant l'exception de jeu de l'article 1965 du Code Civil « aux dettes contractées pour rémunération de leurs services envers les intermédiaires qui se chargent moyennant émoluments convenus à l'avance, d'assurer aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit, le bénéfice des instances ou des accords prévus aux art. 15, 16, 18 et 19. »

(1) *Etude critique sur le projet de loi de 1901 tendant à modifier la législation sur les Accidents du Travail.* — Discours prononcé par M. Loubat à l'audience solennelle de rentrée de la Cour d'Appel de Grenoble, le 16 octobre 1901.

Ce texte souleva plusieurs objections. D'abord l'assimilation avec une dette de jeu de la dette de l'ouvrier envers l'agent d'affaires, n'était pas très juste. Cette convention se rapproche davantage de celle qui est visée par l'art. 1131 du Code Civil qui déclare nulles toutes les obligations sans cause, sur fausse cause ou sur cause illicite. D'un autre côté, si on appliquait l'art. 1965, il faudrait en accepter toutes les conséquences. Or, l'art 1967 ne permet, dans aucun cas, à moins qu'il n'y ait eu dol, supercherie ou escroquerie, de réclamer ce qui a déjà été payé. Il faut, au contraire, que la victime qui est tombée entre les griffes de l'agent d'affaires et a commis l'imprudence de lui faire des avances, ait la possibilité de les récupérer.

On fit aussi remarquer l'immoralité de l'exception de jeu « que l'on doit réserver aux fils de famille », dit un orateur.

On demanda également que le mot « intermédiaires », qui figurait dans le texte de la Commission, fût remplacé par celui « d'agents d'affaires », afin que les avocats, les avoués, les mandataires institués par l'art. 16, ne fussent pas confondus avec les écumeurs qu'il s'agissait d'atteindre.

La Chambre renonça à l'exception de jeu et, sans recourir à aucune assimilation, déclara nulles de plein droit et de nul effet les obligations contrac-

tées par la victime envers les intermédiaires pour obtenir les indemnités dérivant des articles 15 (indemnité journalière ; frais médicaux, pharmaceutiques et funéraires), 16, 17 et 19 (rentes sur accord, jugements ou revision).

M. Mirman déclara à la tribune que le texte visait uniquement les agents d'affaires « mais, disait-il, si nous mettons cette expression au lieu de celle « intermédiaires », qui est plus large, il est possible qu'avec l'habileté suprême qu'un certain nombre de ces hommes possèdent, ils trouvent moyen d'échapper à travers les mailles du filet que nous voulons tresser autour d'eux » (1).

Finalement, c'est dans le sens de la Chambre que se prononça le Sénat (2), ce qui montre bien que le Parlement a entendu poursuivre par les moyens en son pouvoir l'exclusion absolue des agents d'affaires dont l'influence a été considérée comme toujours fâcheuse.

Le Président conciliateur devra donc écarter rigoureusement leur ingérence en cette matière, plus que dans toute autre, mais il semble que c'est encore surtout en procurant facilement et commodément à l'ouvrier ou à ses ayants droit l'assistance

(1) *Journal officiel*, séance du 3 juin 1901, p. 1231.

(2) V. l'article 30 nouveau, § 4 et § 5.

d'un avocat, que l'on parviendra le mieux à empêcher leur intervention.

Le Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de Paris l'avait déjà fort bien compris lorsqu'il prenait, le 7 novembre 1899, un arrêté admettant formellement que « les avocats ne violent pas les règles de leur profession en assistant les parties ou leurs représentants lors de la comparution devant le Président du Tribunal » (1), les invitant ainsi en quelque sorte à être à tout moment de l'instance qu'ouvrait la loi de 1898 à l'ouvrier victime d'un accident du travail, le conseiller naturel et attitré de celui-ci.

Dans son art. 22, la loi du 9 avril 1898 n'accordait le bénéfice de l'assistance judiciaire à la victime ou à ses ayants droits que pour les instances devant le Tribunal ou devant le Juge de paix ; elle n'allait pas plus loin ; cependant, il est facile de comprendre combien cette situation était préjudiciable à l'ouvrier. Le plus souvent, en effet, pour ne pas dire toujours, la victime n'avait pas les ressources suffisantes pour payer un avocat chargé de l'assister devant le Président du Tribunal, tandis que son patron était toujours représenté par un conseil ou le chef de son contentieux. La situa-

(1) Voir circulaire du Garde des Sceaux du 22 août 1901, chap. II, § 2, n° 4.

tion était donc fort inégale. Pour essayer de compenser dans une certaine mesure cette inégalité, l'ouvrier s'adressait le plus souvent à des agents d'affaires peu scrupuleux qui s'efforçaient de faire obtenir à l'ouvrier une pension inférieure à cent francs parce que celle-ci peut être remplacée par l'allocation d'un capital sur lequel l'ouvrier peut facilement prélever une certaine somme pour rémunérer l'agent d'affaires. Les inconvénients d'une pareille pratique avaient été maintes fois signalés. Une réponse s'imposait donc. A ce sujet, dans la séance du 30 mai, à la Chambre des députés, le rapporteur, M. Mirman, s'exprimait ainsi : « Jusqu'à présent, la victime se présentait devant le Président du Tribunal accompagnée d'un agent d'affaires, et les Présidents de Tribunaux étaient presque désarmés. Ils connaissaient bien ces gens-là, il les voyaient avec regret s'introduire dans leur cabinet, mais ils n'osaient pas les laisser à la porte, parce que les victimes, si on avait arrêté ces agents d'affaires, auraient pu se plaindre et dire : « De son côté, le chef d'entreprise est assisté de l'assureur; nous avons bien le droit, pour cette tentative de conciliation, d'être assistés de quelqu'un qui connaisse nos intérêts et puisse les défendre. » (1)

Pour essayer de mettre fin aux abus qui décou-

(1) Cité par Duchaffour, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit., p. 58 et suiv.

laient d'une pareille pratique, la loi du 22 mars 1902 est venue modifier l'art. 22 de la loi de 1898 sur deux points : 1° L'assistance judiciaire est accordée de plein droit sur le visa du Procureur de la République devant le Président du Tribunal Civil, comme devant le Tribunal lui-même ; 2° Le bénéfice de l'Assistance judiciaire est étendu de plein droit à l'acte d'appel.

La première seule de ces deux extension nous intéresse aussi est-ce seulement de celle-là que nous dirons quelques mots.

Bien que la tentative de conciliation n'impose aucun frais à l'ouvrier, l'octroi de l'assistance judiciaire devant le Président du Tribunal permettra à la victime qui n'a pas d'ami désintéressé pour l'assister, d'obtenir qu'un avocat lui soit donné. Désormais donc l'ouvrier ne sera plus seul devant le Président pour lutter contre la résistance du patron ou de l'assureur : il sera assisté par un homme instruit et habile, connaissant parfaitement la loi et les droits qu'elle lui confère.

Quand et comment se fera la désignation de ce conseil ? « Lorsque le dossier d'enquête arrivera au greffe du Tribunal, il sera communiqué de suite, non plus au Président mais au Procureur de la République. Celui-ci, d'urgence, s'assurera que l'affaire rentre bien dans le cadre de la loi sur les

accidents du travail, apposera son visa, puis transmettra le dossier au Bâtonnier ou au Président de la Chambre des Avoués, s'il n'existe pas de barreau, pour désigner un conseil. Il fera parvenir en même temps au receveur de l'enregistrement l'avis prévu par la circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899.

« Le dossier sera ensuite adressé au Président du Tribunal qui mentionnera, dans la lettre de convocation destinée à l'ouvrier, le nom et l'adresse de l'avocat ou de l'avoué désigné pour assister la victime lors de la tentative de conciliation (1). »

Le nouveau texte de l'article 22 § 1 n'accorde pas seulement l'assistance judiciaire de plein droit à la victime pour tentative de conciliation ; il l'octroie d'une manière générale « à la victime ou à ses ayants droit devant le Président du Tribunal Civil ».

L'assistance s'étend donc d'office au cas où les parties ont à solliciter, avant l'instance, une ordonnance de référé. C'est surtout cette hypothèse que le législateur paraît avoir envisagée lorsqu'il a modifié le § 1<sup>er</sup> de l'article 22. En effet, il peut arriver qu'un ouvrier victime d'un accident du travail décède après la clôture de l'enquête et avant la comparution en conciliation devant le Président du Tribunal. Si les héritiers demandent l'autopsie

(1) V. circulaire du Garde des Sceaux du 11 juillet 1902, ch. IV.

à l'effet de déterminer si la mort se rattache à l'accident, le Juge de paix étant dessaisi, le Président du Tribunal sera seul compétent pour ordonner cette mesure par voie de référé. Or sous l'empire de l'ancien article 22, il était nécessaire que les héritiers fissent l'avance des frais puisqu'ils ne pouvaient être admis au bénéfice de l'assistance judiciaire qu'après le visa du Procureur de la République, visa qui ne pouvait être donné lui-même qu'après la conciliation.

Ainsi donc, depuis la loi du 22 mars 1902, l'ouvrier doit toujours être assisté d'un avocat ou d'un avoué quand il comparaît en conciliation devant le Président du Tribunal. Cependant cette prescription de la loi n'est pas toujours très exactement observée, à Paris notamment.

M. le président Duchauffour, qui tint au Tribunal de la Seine, pendant plusieurs années, avec une grande distinction, les audiences en conciliation en matière d'accidents du travail, nous fait connaître en effet la pratique qui y est suivie. « Plus de soixante dossiers nouveaux d'affaires d'accidents, écrit-il, sont adressés chaque semaine par les Juges de paix du département de la Seine au Président du Tribunal. La plupart de ces affaires reviennent plusieurs fois en conciliation, soit que le blessé se trouve en traitement, soit pour recueillir des rensei-

gnements complémentaires, soit pour permettre au blessé de réfléchir aux propositions qui lui sont faites, etc. Le nombre des affaires appelées chaque semaine aux audiences de conciliation dépasse cent cinquante et approche souvent de deux cents... » (1)

Dans ces conditions, on comprend que malgré qu'il y ait près de 3.000 avocats inscrits ou stagiaires au barreau de Paris, il n'est pas possible d'obtenir l'assistance de l'un d'entre eux pour chaque affaire.

Il n'y aurait cependant pas lieu, paraît-il, de s'alarmer outre mesure de cette situation. « Au surplus, continue d'écrire M. Duchauffour, l'assistance d'un avocat serait superflue dans la majorité des cas. Tantôt il s'agit d'une rente après décès, rente facile à évaluer d'après le salaire ; tantôt d'une faible invalidité qui n'empêche pas le blessé de reprendre sa profession : le préjudice est largement compensé par une faible rente rachetable ; tantôt, enfin, les conséquences de l'accident sont graves et les parties consentent à la désignation d'un médecin-expert chargé d'évaluer le degré d'invalidité... Enfin, il faut bien le reconnaître, les ouvriers qui avant l'audience sont entrés en relations avec un agent d'affaires ne veulent pas entendre parler d'un avocat, et généralement ceux qui reçoivent les conseils d'un avocat désigné d'office ont en lui une

(1) Duchauffour, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit., 1906, p. 59.

confiance bien moindre que celle qu'ils accorderaient à *un homme d'affaires*, choisi et *payé* par eux.

« ...Les petits patrons eux-mêmes, quand ils ne sont pas assurés, se font d'ordinaire assister d'un agent d'affaires plutôt que d'un avoué ou d'un avocat.

« En présence d'un pareil état d'esprit, il n'a pas été possible, malgré plusieurs tentatives, d'évincer les agents d'affaires : les ouvriers ou leurs ayants droit refusaient énergiquement de rien conclure hors de la présence de la seule personne dont ils voulussent accepter les avis ! »

Les parties étant dès lors présentes ou dûment représentées, le Président du Tribunal, après avoir eu bien soin de s'assurer qu'elles sont toutes deux capables de transiger, tiendra l'audience de conciliation dans son cabinet, assisté du greffier dont la présence est nécessaire, étant appelé à donner acte de l'accord intervenu entre les parties. Cette audience devra avoir lieu le plus souvent à huis clos, de façon à permettre aux parties de s'expliquer en toute liberté ; dès lors, il semblerait inutile que le Président et son greffier soient revêtus de leurs robes ; cependant, le port du costume contribuera à donner à l'audience toute la solennité qui lui convient.

## CHAPITRE II

### *Pouvoirs conciliateurs du Président du Tribunal.*

Quel sera exactement le rôle du Président du Tribunal comme magistrat conciliateur ; sera-ce le rôle ordinaire des juges conciliateurs ou, au contraire, sera ce un rôle particulier beaucoup plus actif et beaucoup plus important ?

L'on sait que celui du Juge de paix se borne en somme à peu de chose quand les parties comparaissent devant lui en conciliation. D'abord, celles-ci font parfois défaut, au risque de payer la légère amende de 10 francs que leur inflige dans ce cas l'article 56 du Code de procédure civile (1). Ensuite, si elle comparaissent, c'est le plus souvent avec l'intention bien arrêtée de ne point se concilier et de plaider. En sera-t-il de même dans le cas qui nous

(1) Cette amende n'est pas prononcée par le juge de paix, puisqu'il n'exerce pas, en conciliation, une juridiction contentieuse. Elle est prononcée par le Tribunal d'arrondissement quand l'affaire vient devant lui et tant que la partie défaillante ne l'aura pas payée, l'audience lui sera refusée ; son avoué ne pourra déposer aucune conclusion en son nom et elle sera jugée par défaut.

occupe ? En d'autres termes, demandons-nous quelle sera l'autorité, quels seront les pouvoirs du Président de l'hypothèse prévue par l'article 16 de la loi du 9 avril 1898.

Dans la pensée du législateur, cette autorité et ces pouvoirs devaient être assez grands. C'est en effet la condition essentielle pour que la tentative de conciliation demeure sérieuse, ne dégénère pas rapidement en une vaine formalité et ait quelques chances d'aboutir.

Nous diviserons les pouvoirs que le Président conciliateur tient de la loi en deux catégories. D'abord ceux qu'il a dans des cas spéciaux (expertise, provision, revision), puis ceux qu'il exerce dans les conditions normales.

### §1. — *Pouvoirs spéciaux du Président*

Les actions en dommages-intérêts basées sur un accident du travail donneront très souvent lieu à des expertises médicales, car si les parties se mettent assez facilement d'accord pour le règlement des petites infirmités donnant droit à une rente ne dépassant pas cent francs, rachetable moyennant un certain capital, l'entente n'est plus aussi aisée pour les invalidités de gravité moyenne. La période qui suit le traitement, pendant laquelle

l'ouvrier peut reprendre du travail sans que son état soit vraiment définitif, augmente encore la difficulté. Le médecin de la Compagnie d'assurances émettra dans son rapport des appréciations absolument différentes de celles du médecin du blessé. Le Président du Tribunal devra alors les amener tous deux à se faire des concessions réciproques pour tomber d'accord sur des conclusions devant lesquelles on ne peut que s'incliner. Ce genre d'expertises officieuses est un moyen de procéder rapide et économique puisqu'il évite les frais d'une expertise plus régulière et les discussions que les conclusions de l'expert peut soulever. Si le blessé n'a pas de médecin à lui ou si l'assureur prévoit que les deux médecins ne pourront s'entendre, le Président pourra proposer de faire procéder à une expertise par un des experts que le Tribunal commet habituellement.

Conformément à l'article 17 de la loi de 1898, modifié par la loi du 22 mars 1902, l'expert ne devra être ni le médecin qui a soigné le blessé, ni un médecin attaché à l'entreprise ou à la société d'assurances à laquelle le chef d'entreprise est affilié.

Toutefois cette prohibition n'implique pas que le médecin du patron ou de l'ouvrier ne puisse assister à l'expertise comme mandataire du chef d'entreprise ou de l'ouvrier en vertu d'une procu-

ration régulière. Il pourra en cette qualité faire toutes les observations techniques qu'il jugera utiles (1). On ne doit d'ailleurs pas considérer comme attaché à l'entreprise ou à la société le médecin dont les services ont été accidentellement requis, sans qu'il ait eu la mission exclusive de traiter le ouvrier (2).

« Au début de l'application de la loi de 1898, écrit M. Duchaffour (3), le Président de l'audience de conciliation au Tribunal de la Seine hésitait à ordonner des expertises régulières. Il ne faisait procéder qu'à des expertises officieuses, c'est-à-dire qu'il désignait un médecin auquel la Compagnie d'assurances demandait une sorte de consultation. La Compagnie conservait le texte de cette consultation écrite qu'elle avait payée.

« Cette façon de procéder avait un grave inconvénient : l'ouvrier ne connaissait le rapport du médecin que par la lecture qui lui en était donnée lors de la nouvelle comparution en conciliation. Si l'affaire ne se conciliait pas, la Compagnie pouvait dissimuler au Tribunal les rapports défavorables à ses prétentions. »

Devant un pareil résultat, on avait imaginé de

(1) Rouen, 30 avril 1902, *Gaz. Palais*, 1902, 2. 187.

(2) Trib. Angoulême, 3 nov. 1902, *R. A.*, 1903, p. 18.

(3) Duchaffour, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit., p. 270.

demander le consentement des parties, ce qui rendait l'expertise parfaitement légitime et entraînait l'obligation de la communiquer aux deux parties. A cet effet, le Président, par une ordonnance enregistrée et qui reste jointe au dossier, constate que les parties ont été d'accord pour lui demander de désigner un expert dispensé du serment ; il nomme cet expert en ayant soin de lui préciser sa mission. Les parties sont invitées à se présenter quinze jours ou trois semaines plus tard. L'expert convoque les parties qui, comme dans toute expertise régulière, ont la faculté de se faire assister de leur médecin ou de leur conseil ; il prend ensuite connaissance des certificats déjà délivrés, examine le blessé et adresse au greffe son rapport.

Quand les parties reviennent en conciliation, le Président a sous les yeux le rapport de l'expert dans le dossier ; les parties s'inclinent ordinairement devant les conclusions. Si elles ne se concilient pas, elles sont renvoyées devant le Tribunal où, sauf de bien rares exceptions, on évite d'ordonner une nouvelle expertise car on se contente de celle qui a été faite en conciliation.

« Ces expertises, continue M. Duchauffour, présentent de grands avantages pourvu que le Président ait souci de désigner comme experts des hommes d'une autorité incontestée. Elles sont ter-

minées et on en connaît le résultat en l'espace de quinze jours ou trois semaines, tandis qu'on ne peut guère plaider sur une expertise ordonnée par le Tribunal que deux mois au moins après le jugement avant faire droit. »

Cependant la question s'était posée de savoir si, étant donné le silence de la loi sur ce point, les commissions d'experts faites par le Président à l'audience de conciliation, avec le consentement des parties, étaient très régulières.

La Cour de Paris, dans un arrêt du 31 août 1903, en avait affirmé la régularité (1).

La question aujourd'hui ne peut plus faire doute. Le nouvel article 16 (loi du 30 mars 1905) ,dans son paragraphe I, a expressément stipulé que le Président avait le droit de commettre un expert.

L'arrêt précité de la Cour de Paris ne s'était pas borné à déclarer que le Président n'excédait pas ses pouvoirs en commettant un expert du consentement des parties ; il allait plus loin et reconnaissait au Président le droit de nommer d'office un expert, même si les parties n'y consentaient pas. « Considérant, était-il dit dans cet arrêt, que le législateur en confèrent au Président le droit de fixer définitivement, en cas d'accord entre les

(1) V. cet arrêt dans le *Recueil* de Villetard de Prunières, IV, page 352.

parties l'indemnité due à la victime de l'accident, n'a pu vouloir priver ce magistrat du droit de s'entourer des renseignements qui lui sont indispensables, pour faire œuvre utile de conciliation et apprécier si l'indemnité, qui peut être offerte et acceptée, satisfait aux obligations que la loi impose au chef d'industrie envers son ouvrier blessé ; qu'il importe à cette fin, que le Président ait le pouvoir de commettre un expert, à l'effet de fournir tous renseignements permettant d'apprécier l'incapacité permanente de travail que l'accident a pu causer à l'ouvrier. Considérant que décider autrement serait le plus souvent réduire le rôle du Président au rôle d'un simple enregistreur, au grand péril des intérêts que le législateur a voulu protéger ; qu'une telle interprétation de la loi aurait pour conséquence de retarder la solution des litiges qui demandent une solution. »

A l'époque où fut rendu cet arrêt, c'est-à-dire sous l'empire de la législation de 1898, le Président n'avait certainement pas ce droit ; il ne l'a même pas aujourd'hui, car la loi du 31 mars 1905 a pris souci de préciser en ces termes les droits du juge conciliateur : « Il (le Président) peut, *du consentement des parties*, commettre un expert dont le rapport doit être déposé dans le délai de huitaine. »

Ainsi donc, il n'y a plus de doute possible à ce

sujet. Le Président a bien le droit d'ordonner une expertise, mais seulement si les parties en cause y consentent. Les règles ordinaires en matière d'expertise étant applicables ici, il faut noter que l'expert devra prêter serment à moins qu'il en soit dispensé expressément par les parties majeures et maîtresses de leurs droits.

La loi du 9 avril 1898 (art. 16, § 4) ne reconnaissait qu'au Tribunal la faculté de condamner le patron à payer à l'ouvrier une provision qui, d'après la jurisprudence, pouvait s'ajouter au demi-salaire. La décision du Tribunal était exécutoire nonobstant appel. Il y avait là une double imperfection résultant des lenteurs de la procédure et de l'impossibilité de réduire l'indemnité journalière au cas où la blessure était peu grave et l'indemnité du salaire en disproportion avec la valeur journalière de la rente qui serait attribuée à la victime.

La loi du 31 mars 1905 a répondu, en partie tout au moins, à ces critiques. L'article 16, § 4, dispose, en effet, que lorsque la conciliation n'a pas abouti, le Président peut « par son ordonnance de recevoir et sans appel, substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ou, dans la même limite, allouer une provision aux ayants droit. Ces provisions peuvent être allouées ou mo-

difiées en cours d'instance, par voie de référé sans appel. Elles sont incessibles et insaisissables et payables dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière. »

Cette modification apportée en 1905 aux premières dispositions de la loi de 1898 permettra en effet de régler dorénavant d'une façon plus équitable les intérêts de l'ouvrier pendant la période qui suit le traitement. Jusqu'alors certains juges de paix, même après guérison invoquée par le patron, ordonnaient la continuation du paiement de l'indemnité journalière de demi-salaire jusqu'à la décision définitive, lorsque l'ouvrier se déclarait atteint d'une légère incapacité permanente. L'ouvrier retardait indéfiniment la reprise du travail et si le Tribunal lui reconnaissait une invalidité permanente, les arrérages de la rente allouée étaient absorbés pendant longtemps par l'imputation des indemnités journalières touchées après la consolidation de la blessure.

D'autres fois, le juge de paix se déclarait incompetent et l'ouvrier blessé restait alors sans ressources jusqu'à la décision du Tribunal.

Depuis la nouvelle loi, le blessé intéressant est désormais assuré de secours, le Président ayant le pouvoir de substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire, pouvoir toute-

fois limité à deux cas : s'il y a désaccord des parties, dans l'ordonnance de renvoi devant le Tribunal ; en cours d'instance par voie de référé.

Si le blessé est encore en traitement ou se trouve atteint d'une infirmité très grave, le président ordonnera en tant que de besoin la continuation du paiement de l'indemnité de demi-salaire. Si, au contraire, tout traitement utile étant fini, le blessé peut reprendre du travail, le président devra substituer à l'indemnité journalière une provision calculée sur la rente que le Tribunal allouerait en prenant une estimation très large (1).

La modification de la provision peut être ordonnée à la requête soit de la victime, soit du patron ; l'allocation de la provision et sa modification étant facultative pour le Président.

En cas d'incapacité permanente, la victime a le droit de réclamer une provision ; en cas d'accident mortel, ce droit appartient aux ayants droit qui peuvent être, en effet, dans le dénuement et avoir besoin d'une avance sur la rente qui leur sera attribuée ultérieurement.

Dans l'esprit du législateur, la provision n'est pas autre chose que l'indemnité journalière réduite à la quotité présumée de la rente. Elle doit toujours être inférieure à la moitié du salaire (art. 16, § 4).

(1) Sur ce point, Duchaufour, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit., p. 351.

Soit que la provision remplace l'indemnité journalière, soit qu'elle constitue une première réparation du préjudice causé, elle doit être allouée, non en capital, mais sous forme d'indemnité périodique. Cela résulte des dernières dispositions du § 4 de l'article 16, portant que la provision peut être modifiée en cours d'instance et qu'elle est payable dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière.

Pas plus que l'indemnité journalière, la provision ne se cumule avec les rentes ou pensions. Comme l'indemnité journalière, elle est due jusqu'à la consolidation de la blessure, mais elle continue à être versée jusqu'à la décision définitive, à titre d'avance sur la rente qui sera allouée ultérieurement.

Si, au jour de la décision, le montant de la provision payée est inférieur aux arrérages échus de la rente, le chef d'entreprise ou l'assureur est tenu de parfaire la somme due. Si, au contraire, la provision payée excède les arrérages échus, le Tribunal peut ordonner que la différence sera précomptée sur les arrérages ultérieurs dans la proportion qu'il détermine, de façon que la somme payée en trop n'absorbe pas entièrement la rente pendant un temps plus ou moins long. Le Tribunal seul a qualité pour ordonner cette imputation partielle et non le Président.

La provision est payable dans les mêmes conditions que l'indemnité journalière, c'est-à-dire aux époques et lieux de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours (art. 3, § 4). Elle jouit enfin du caractère d'incessibilité et d'insaisissabilité des rentes et pensions, car elle constitue un à-compte sur lesdites rentes et pensions.

L'ordonnance de non-conciliation qui alloue une provision pourra, si elle est rendue par défaut, être attaquée par la voie de l'opposition, mais il en sera différemment de l'ordonnance de référé statuant sur même objet. Aussi, dans sa circulaire du 29 août 1905, le Garde des Sceaux recommande aux Présidents des Tribunaux de n'agir qu'avec la plus grande prudence lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur demandent la diminution de l'indemnité journalière ou de la provision et que la victime ou ses ayants droit ne comparaissent pas.

Les ordonnances de non-conciliation ou de référé statuant sur la provision sont en dernier ressort ; par suite, elles ne sont pas susceptibles d'appel et ne peuvent être attaquées que par la voie du recours en cassation.

Pour assurer une corrélation constante entre l'incapacité de travail et l'indemnité légale, il faut permettre à la victime de réclamer, s'il en est besoin,

l'élévation du taux de la rente qui lui est servie à la suite d'un premier jugement ou d'un accord conclu avec le chef d'entreprise ; il faut donner à ce dernier le moyen d'obtenir, le cas échéant, un dégrèvement total ou partiel des charges qui lui ont été imposées ou des engagements qu'il a pris. Il faut donc, en un mot, que les jugements rendus et les accords conclus entre employeurs et employés après un accident du travail puissent être modifiés.

Tel est le but de l'action en revision dont l'existence est affirmée par l'article 19 de la loi du 9 août 1898, modifié par celle du 31 mars 1905, et aux termes duquel les parties ont le droit, pendant trois ans, de demander la revision de l'indemnité fixée en se fondant sur une atténuation ou sur une aggravation de l'infirmité ou sur le décès de l'ouvrier.

Pour motiver une demande en revision, il faut de toute nécessité une atténuation ou une aggravation dans l'état de la victime. Une erreur de droit ou de fait serait insuffisante. C'est ainsi que le patron ne pourrait demander la revision parce qu'il a découvert postérieurement à la décision fixant la rente que la blessure qui paraissait d'origine traumatique était, en réalité, d'origine constitutionnelle (1). De même, une simple diminution dans le

(1) Noncy, 11 février 1904, *Rec. Acc.*, p. 157.

salaire de l'ouvrier ne suffirait pas pour motiver une augmentation de la rente (1).

L'aggravation ou le décès nécessaires pour servir de base à l'action en revision sont cependant insuffisants s'ils ne sont pas la conséquence directe de la blessure. Notamment, doit être considéré comme causé par l'accident et rendant par suite admissible l'action en revision de la veuve, le suicide de l'ouvrier causé par les souffrances atroces qu'il endurait à la suite des blessures qu'il s'était faites dans un accident, lorsque les experts ont affirmé dans leur rapport que le suicide était la conséquence directe des troubles cérébraux et des douleurs éprouvées à la suite du traumatisme causé par l'accident (2).

En matière de revision, il y a-t-il lieu à la tentative de conciliation devant le Président du Tribunal Civil ? Sous l'empire de la loi de 1898 cette conciliation ne semblait pas du moins possible, car l'article 16 de cette loi, qui a institué la procédure de conciliation au lendemain de l'accident, indique dans quelles conditions le Président devra convoquer les parties : ce n'est pas sur la demande de l'une d'elles, mais spontanément ; c'est dans un délai déterminé, à savoir dans les cinq jours qui

(1) Trib. Château-Chinon, 5 août 1904, *Rec. Acc.*, 1905, p. 102.

(2) Cass. Req., 25 octobre 1905, *Gaz. Palais*, 1905, 2. 515.

suivent la transmission du dossier à lui faite par le juge de paix, et ces conditions sont inapplicables en cas de revision. Comme le législateur n'a point indiqué une procédure spéciale pour la revision ; comme, d'autre part, la procédure qu'il a tracé dans l'article 16 ne peut jouer, il faut bien en conclure que le droit commun défini par le Code de procédure civile reprend tout son empire (1).

La jurisprudence était divisée.

Certaines décisions admettaient que les demandes en revision n'étaient soumises à aucun préliminaire de conciliation (2).

D'autres tribunaux, au contraire, par application du droit commun, décidaient que l'exercice de l'action en revision devait être précédé d'une tentative de conciliation (3).

Dans un jugement du 9 avril 1903, confirmé par la Cour de Dijon le 17 juillet suivant, le Tribunal Civil de Charolles reconnaissait « qu'il paraîtrait logique que la procédure spéciale contenue dans l'article 16 pour les conséquences immédiates de l'accident fut appliquée, par identité de motifs, aux aggravations survenues dans l'état de la victime après l'accord des parties ou la décision judiciaire

(1) Sachet, *op. cit.*, 4<sup>e</sup> édit., t. II, p. 135.

(2) Trib. de la Seine, 22 décembre 1903. — Nancy, 20 fév. 1904.

(3) En ce sens, Trib. Civ. Toulouse, 3 janv. 1901. — Lyon, 21 mai 1901. — Trib. Civ. Seine, 17 nov. 1902.

qui a alloué ou refusé la rente » ; mais le même jugement ajoute « qu'il est difficile toutefois d'affirmer que cette application de l'article 16 à la demande en revision prévue par l'article 19 est conforme à l'intention du législateur ».

Est-il d'autre part désirable que la tentative de conciliation précède et puisse souvent rendre inutile la mise en mouvement de l'appareil judiciaire ?

Le rôle attribué au Président du Tribunal par la loi de 1898 a produit les meilleurs résultats. Ce haut magistrat a contribué dans une large mesure à défendre l'ouvrier contre les agents d'affaires qui vivent à ses dépens et qui bientôt trouveraient dans le domaine des procès de revision un vaste champ à exploiter.

Pour combler la lacune de la loi de 1898, M. Mirman déposait, le 12 mars 1903, une proposition de loi ayant pour objet « d'interpréter et de compléter l'article 19 ». Cette proposition contenait un article unique dont le § 3 était ainsi conçu : « Le Président du Tribunal de l'arrondissement convoquera les parties dans les cinq jours à partir de la remise de l'assignation et procédera à la tentative de conciliation, comme il est dit à l'article 16. »

Cette proposition fut renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales (1). Trois

(1) V. cette proposition de loi et l'exposé des motifs qui l'accompagne, *Journal officiel*, 1903, Doc. parlement., Chambre des Députés, p. 275.

mois plus tard, M. Fernand David déposait sur le bureau de la Chambre une proposition de loi concernant « la procédure à suivre en matière de revision des indemnités accordées en exécution de la loi du 9 avril 1898 ».

D'autre part, au Sénat, dans son rapport du 19 novembre 1903, M. Chovet insistait au nom de la Commission sur la nécessité d'édicter des règles pour l'exercice de l'action en revision. « Considérer l'action en revision comme étroitement liée à l'action principale dont elle n'est, après tout, que la suite presque inévitable ; en conséquence, la dispenser de subir toute les phases de procédure par lesquelles a, depuis longtemps avant elle, passé l'action principale dont elle dépend ; appeler en conciliation par devant le Président du Tribunal qui statuera comme en matière sommaire, telles peuvent être, selon nous, les considérations maîtresses dont nous devons nous inspirer. En instituant une procédure aussi simplifiée et dont le moindre mérite serait d'être logique, prompte et peu coûteuse, on éviterait toutes les formalités et les lenteurs inhérentes à toute action judiciaire. » (1)

Conformément aux conclusions de ce rapport, le Sénat vota un texte qui, légèrement modifié par la

(1) Rapport Chovet, *Journal officiel*, 19 nov. 1903, Doc. parl., Sénat, p. 542.

Chambre des Députés, est devenu l'article 19 de la loi du 31 mars 1905, qui contient la disposition suivante : « Dans tous les cas, sont applicables à la revision les conditions de compétence et de procédure fixées pour l'action principale par les articles 16, 17 et 22. »

Le Président est saisi par voie de simple déclaration au greffe, déclaration qui peut être constatée par un acte que dresse le greffier ou résulter d'une lettre envoyée au greffier et déposée par celui-ci au greffe. Dès que cette déclaration est portée à la connaissance du président, il doit, après avoir fait désigner des conseils à la victime ou à ses représentants, ainsi que le veut l'article 22 qui leur accorde l'assistance judiciaire de plein droit, convoquer les parties pour tenter de les concilier sans qu'il y ait lieu à enquête préalable par le juge de paix.

S'il intervient entre elles un accord, conforme aux prescriptions de la loi, le chiffre de la rente révisée est fixé par ordonnance du Président, qui donne acte de cet accord en spécifiant, sous peine de nullité, l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité (art. 30, § 1 nouveau). Il importe donc de préciser, dans l'ordonnance de conciliation, en quoi consiste l'aggravation ou l'atténuation de l'infirmité et il convient, lorsque cette modification de l'état du

blessé est constatée par un certificat du médecin dont les parties acceptent l'avis, de viser et au besoin d'annexer ce certificat.

A l'audience de conciliation, le Président ne devra pas oublier que son rôle est de protéger l'ouvrier contre lui-même et de veiller au respect de la loi. Aussi, s'il soupçonne une fraude, il refusera de sanctionner l'accord suspect et, si les parties n'acceptent pas la nomination d'un expert, il les renverra devant le Tribunal.

Pour permettre au chef d'entreprise de se renseigner exactement sur l'état de la victime et de donner à sa demande en revision une base solide, la loi du 31 mars 1905 décide dans son article 19, § 5 et 6, qu'au cours des trois années pendant lesquelles peut s'exercer l'action en revision, le chef d'entreprise pourra désigner au Président du Tribunal un médecin chargé de le renseigner sur l'état de la victime, soit qu'il veuille s'éclairer sur l'opportunité d'une action à fin de réduction ou de suppression de rente, soit qu'il ait intérêt à discerner la réalité et l'origine d'une aggravation que la victime aurait à faire valoir. Ce droit de visite est en tout cas limité à l'hypothèse où l'accident a entraîné une incapacité permanente et a donné lieu à l'attribution d'une rente (1).

(1) Sur ce point, Duchaufour, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> édit., p. 300.

Cette désignation dûment visée par le Président du Tribunal donnera audit médecin accès trimestriel auprès de la victime. Faute par celle-ci de se prêter à la visite, toute paiement d'arrérages sera suspendu par décision du président qui convoquera la victime par simple lettre recommandée.

L'arrangement que les parties ont conclu peut avoir pour objet l'allocation d'une pension aux ayants droit de la victime décédée, l'augmentation ou la diminution de la rente et même sa suppression. Dans ce dernier cas, le Président constatera la libération complète du chef d'entreprise et de l'assureur envers l'ouvrier et il indiquera la date à laquelle la rente a pris fin.

En cas de désaccord des parties, l'affaire est renvoyée devant le Tribunal, qui est saisi par la partie la partie la plus diligente et qui statue comme en matière sommaire, ainsi qu'il est dit à l'article 19, paragraphes 2, 3 et 4 nouveaux.

Le Président peut-il, dans son ordonnance de renvoi, allouer une pension au demandeur ? Lorsque l'action est exercée par les ayants cause de la victime décédée, l'affirmation s'impose. Le § 4 de l'article 16, applicable en notre matière, lui en reconnaît formellement le droit.

C'est douteux au contraire en cas d'aggravation de l'incapacité de travail, parce que, dans ce cas,

l'ouvrier blessé jouit déjà d'ordinaire d'une pension qui lui permettra d'attendre l'issue du procès et il n'a plus, en tout cas, aucun droit à une indemnité journalière qui, par hypothèse, a cessé d'être due. Or, aux termes de la disposition précitée, le Président peut seulement « substituer à l'indemnité journalière une provision inférieure au demi-salaire ». La substitution prévue par la loi n'étant pas possible en fait, aucune provision, à s'en tenir au texte même, ne pourrait être allouée.

Cependant cette interprétation littérale pourrait être parfois trop rigoureuse, notamment pour les victimes qui, d'abord réputées atteintes d'une incapacité temporaire, n'ont obtenu pendant un temps limité qu'une indemnité journalière et sont dénuées de toute ressource.

Aussi décide-t-on généralement qu'en toute circonstance l'allocation d'une provision est justifiée dès que se manifeste la nécessité d'assurer au demandeur des ressources provisoires en cours d'instance ». (1)

La loi, nous l'avons vu, accorde aux parties un délai de trois ans pour demander la revision de l'indemnité qui leur a été allouée. Ce délai court :  
a) s'il n'y a pas eu attribution de rente, de la date

(1) V. en ce sens Dupuich, note Dalloz, 1904, 2. 97. — V. aussi Douai, 21 janvier 1901, D. 1902, 2. 332.

à laquelle cesse d'être due l'indemnité journalière (art. 19, § 1 nouveau) ; b) si le Tribunal a fixé un chiffre de pension, de la date de la décision passée en force de chose jugée, même si la pension a été remplacée par un capital en conformité de l'article 21 (art. 19, § 1 nouveau).

## § II. — *Pouvoirs normaux du Président*

Deux hypothèse doivent être soigneusement distinguées : ou il y a eu accord des parties ou, au contraire, cet accord n'a pas lieu.

a) *Il y a accord des parties.* — La loi dit que dans cette hypothèse l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du Président, qui donne acte de cet accord.

Quelle est la portée exacte de cette disposition ?

Le texte proposé au Sénat à la séance du 13 mai 1890 était le suivant : « Si les parties se concilient, le Président rendra une ordonnance qui constituera leur titre. »

A cette même séance, le Sénat modifiait cette disposition de la façon suivante : « Si les parties se concilient, le Président rendra une ordonnance exécutoire et emportant hypothèque. » Ce texte était formel : l'ordonnance constituait un titre exécutoire emportant hypothèque. Ces derniers mots ont

été supprimés dans la rédaction définitive. Il faut en conclure que l'ordonnance du Président est un donné acte pur et simple.

Il ne faudrait pas croire pour cela que l'ordonnance de conciliation soit affranchie de toutes formalités. Bien au contraire, elle doit respecter toutes les dispositions légales ; elle doit en outre être très explicite sur toutes les conditions de l'arrangement et, depuis 1905, contenir toutes les mentions que la loi du 31 mars de cette année indique comme devant y figurer.

Au début de l'application de la loi de 1898, de nombreuses ordonnances irrégulières avaient été rendues par les Présidents. Ceux-ci, notamment, ne croyaient pas devoir refuser leur homologation à des accords qui n'étaient pas conformes aux prescriptions de la loi et nous trouvons de nombreuses mentions de ces irrégularités dans plusieurs circulaires du Garde des Sceaux.

Déjà, le 28 août 1900 (1), le Ministre de la Justice écrivait aux Premiers Présidents : « Il m'a été signalé qu'un certain nombre d'ordonnances rendues en vertu du deuxième alinéa de l'article 16 de la loi de 1898, consacrent des accords intervenus entre les parties intéressées dans des conditions de fond manifestement contraires aux dispositions de

(1) V. *Recueil*, 1900, p. 177.

cette loi. » Le Garde des Sceaux ajoutait : « Ces conventions, qui n'ont pas pour effet d'assurer à la victime ou à ses ayants droit tout ce qui leur est dû en vertu du tarif légal, sont radicalement nulles aux termes de l'article 30 de la loi. C'est aux Présidents de Tribunal qu'il appartient d'aviser en remplissant la mission de conciliation que le législateur leur a confié. Ils ne sauraient oublier qu'ils ont le devoir d'éclairer les parties et de faire connaître aux victimes d'accidents toute l'étendue de leurs droits. »

Le 22 août 1901 (1), le Garde des Sceaux revenait à la charge et rappelait les prescriptions de sa circulaire du 28 août 1900. « Le magistrat, écrivait-il, lorsqu'il ne peut amener les parties à se conformer aux prescriptions édictées par le législateur doit, même en cas d'acceptation par l'ouvrier des clauses de la transaction, refuser de rendre son ordonnance. »

Le Ministre précisait ensuite les mentions qui devaient figurer dans l'ordonnance de conciliation : chiffre du salaire annuel de la victime ; bases de ce chiffre en cas d'incapacité partielle permanente, le chiffre auquel les parties ont estimé la réduction de salaire devant résulter de l'accident et, en cas

(1) V. *Recueil*, 1901, p. 187.

de rachat de la rente, les bases de ce rachat. » Le Garde des Sceaux terminait ainsi : « Il n'est pas interdit d'ailleurs, après l'échec de la tentative de conciliation, de solliciter du Président une nouvelle convocation devant lui. Si les deux parties se sont mises d'accord pour la demander et que l'assignation devant le Tribunal n'ait pas encore été lancée, il est du devoir du magistrat de ne pas refuser ce concours. »

L'ordonnance doit contenir les conditions de l'arrangement. C'est elle, en effet, qui constitue pour l'ouvrier son titre de pension et il ne suffirait pas, pour obéir à la loi, que le Président se contente de constater qu'un accord a eu lieu ou même de s'en référer à un acte sous seing privé passé en dehors de lui, si un tel acte était intervenu entre les parties, le devoir du Président, quand les parties comparaitraient devant lui, serait d'en contrôler chaque disposition pour s'assurer qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la loi et de l'inscrire tout entier dans son ordonnance. L'ouvrier aurait ainsi un acte authentique.

Les mêmes préoccupations apparaissent aussi dans les rapports annuels que présentait le Ministre du Commerce — aujourd'hui Ministre du Travail — au Président de la République sur l'application de la loi de 1898 en conformité de l'article 15

du règlement d'administration publique du 28 février 1899 pour l'exécution de l'article 27 de la loi du 9 avril 1898.

Dans le premier de ces rapports (celui de 1905) (1), nous lisons : « Le Président chargé de donner acte de l'accord des parties ne saurait, pas plus que le Tribunal ou la Cour, s'écarter des fixations de la loi et, par exemple, admettre un salaire de base autre que celui que définit l'article 10, ou bien laisser réduire en dehors du cas spécifié à l'article 20, la proportion des indemnités déterminées à l'article 3, ou bien laisser substituer, directement ou indirectement, le paiement d'un capital au service d'une rente, en dehors de l'hypothèse prévue à l'article 21, ou bien laisser payer, au cas de rachat licite, un capital inférieur à la valeur réelle de la rente rachetée. »

Les mêmes observations se retrouvent dans les rapports des années suivantes.

M. Paulet a très exactement établi le rôle du Président du Tribunal sur ce point. Celui-ci « appelé à homologuer le libre accord des parties, a-t-il dit, ne peut qu'entériner, sur les bases de fait admises par elles sans collusion, l'attribution des indemnités calculées d'après la loi. Il ne saurait couvrir d'une

(1) V. ce rapport au *Journal officiel*, 28 février 1905, et dans le *Recueil*, I. 16, p. 30 et suiv.

décision de justice des transactions interdites. » (1)

Pour mettre un terme à toutes les irrégularités possibles, la loi du 30 mars 1905 est intervenue et a modifié de la façon suivante l'article 16 :

Article 16, § 2 : « En cas d'accord entre les parties conforme aux prescriptions de la présente loi, l'indemnité est définitivement fixée par l'ordonnance du Président qui en donne acte en indiquant, sous peine de nullité, le salaire de base et la réduction que l'accident aura fait subir au salaire. »

Article 16, § 9 et dernier : « S'il y a assurance, l'ordonnance du Président spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise, de façon à supprimer tout recours de la victime contre ledit chef d'entreprise. »

L'accord consiste dans l'entente entre les parties sur la détermination des rentes et pensions et sur tous les éléments de cette détermination : salaire de base et réduction du salaire occasionnée par l'accident.

La rente étant due à partir du jour du décès ou de la consolidation de la blessure, sans se cumuler avec l'indemnité journalière qui est servie jusqu'à l'ordonnance, l'accord doit porter sur la date de la

(1) Rapport présenté par M. Paulet au Congrès international de Paris des Accidents du travail et des Assurances sociales de 1900, *Recueil*, 1900, p. 342.

consolidation, c'est-à-dire sur la détermination du jour où la victime a été complètement guérie ou définitivement atteinte d'une incapacité permanente. Enfin l'entente doit se faire sur le terme de l'indemnité journalière et le point de départ des rentes. L'accord ne peut se faire valablement que sur les bases de la loi. Tout accord ne remplissant pas cette condition sera entaché d'une nullité radicale.

Si l'accord avait eu lieu avant la comparution, le Président devrait en contrôler toutes les causes pour s'assurer qu'elles sont conformes aux prescriptions de la loi.

L'ordonnance constatant l'accord, avons-nous dit, doit contenir toutes les conditions de l'arrangement. Etant le titre de la victime, il est indispensable qu'elle détermine exactement ses droits. Pour cela, elle doit d'abord donner acte de la fixation de l'indemnité.

L'accord des parties a pour objet la fixation de l'indemnité. La constatation de cet accord sur le chiffre de la rente, sur la date de la conciliation, terme de l'indemnité journalière et point de départ de la rente, est donc un élément essentiel de l'ordonnance du Président. Celle-ci doit en outre mentionner le salaire de base.

Le Président doit indiquer, non seulement le

chiffre du salaire, mais encore les éléments de ce chiffre suivant la règle contenue dans l'art. 10 : pour l'ouvrier occupé depuis douze mois dans l'entreprise, la rémunération effective soit en argent, soit en nature ; pour l'ouvrier employé depuis moins de douze mois, le salaire touché depuis son entrée dans l'entreprise, augmenté de la rémunération qu'il aurait pu recevoir pendant la différence de temps, d'après la rémunération moyenne des ouvriers de la même catégorie ; si le travail n'est pas continu, la rémunération reçue pendant la période d'activité, augmentée du gain pendant le reste de l'année.

Lorsqu'il s'agit d'apprentis ou d'ouvriers de moins de seize ans, l'indication du salaire réel annuel doit être complétée par la constatation du salaire légal de base, spécifié à l'art. 8, c'est-à-dire du salaire le plus bas des ouvriers valides de la même catégorie occupés dans l'entreprise (1).

L'indication du salaire de base est prescrite à peine de nullité ! mais cette nullité ne serait encourue que par le défaut de mention du salaire de base et non par la simple omission de divers éléments de ce salaire ou de l'un d'eux seulement.

De plus, l'ordonnance de conciliation doit encore préciser la réduction résultant de l'accident.

(1) Circulaire du Garde des Sceaux, 22 août 1901.

Le Président doit mentionner dans son ordonnance la réduction réelle de la capacité de travail occasionnée par l'accident. Il ne saurait se contenter d'accepter les bases de réduction estimées par les parties. Il a le devoir de faire une appréciation personnelle aussi exacte que possible, au besoin, au moyen d'une expertise et c'est la quotité de cette réduction qui doit être mentionnée dans l'ordonnance. Cette indication est exigée à peine de nullité.

En cas de rachat de la pension par tout autre mode de réparation convenu entre les parties (art. 21, § 1), l'ordonnance devra déterminer quand même le salaire de base avec la réduction occasionnée par l'accident et préciser ensuite les clauses de la substitution.

S'il s'agit du rachat par un capital d'une pension ne dépassant pas 100 fr. (art. 21, § 52), l'ordonnance doit contenir, avec l'indication du salaire et de la réduction occasionnée par l'accident, les bases de calcul du rachat d'après le tarif établi par la Caisse Nationale des retraites.

Enfin l'ordonnance doit porter substitution de l'assureur à l'assuré. Si le chef d'entreprise est assuré, l'ordonnance doit spécifier que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV de la loi de 1898. Cette substitution est exigée afin que, à défaut de paiement des pensions

par l'assureur, les intéressés ne puissent exercer leurs recours que contre la Caisse Nationale des Retraites et jamais contre le patron. Comme cela avait été admis par quelques décisions (Limoges, 1<sup>er</sup> avril 1903).

M. Paulet a encore admirablement résumé l'économie générale des dispositions de la loi de 1905. « Celle-ci, dit-il, impose aux Présidents des Tribunaux l'obligation de spécifier dans leur ordonnance donnant acte de l'accord entre les parties, les bases légales de ces accords et prononce la nullité de celles qui, en ne faisant point ainsi foi de leur régularité, laisseraient place à la collusion des parties ou à l'inattention des juges. » (1)

*b) Il n'y a pas accord des parties.* — En cas de désaccord, le Président en dresse procès-verbal et rend une ordonnance renvoyant les parties à se pourvoir devant le Tribunal.

Tout défaut d'accord, non seulement sur le fond du droit, mais encore sur toutes autres questions, comporte dessaisissement du Président et renvoi devant le Tribunal. Tel le désaccord sur l'applicabilité de la loi, l'expertise, le sursis, ou le refus de reconnaître la responsabilité en cas de sursis. L'ac-

(1) Rapport présenté au Congrès international des Accidents du travail et des Assurances sociales de Vienne, en 1905.

cord des parties sur un sursis ne saurait être considéré comme un refus de se concilier (1).

Le défaut de comparution de l'une des parties implique refus de se concilier et doit motiver le renvoi devant le Tribunal.

Le défaut de comparution des *deux parties*, moins invraisemblable qu'on ne pense, dissimulera le plus souvent un accord contraire aux dispositions de la loi. Il équivaudra donc au défaut d'accord sur les bases légales et déterminera également le renvoi devant le Tribunal (2).

Suivant l'art. 54 du Code de Proc. civ., le procès-verbal de non conciliation du Juge de paix doit seulement contenir la mention sommaire que les parties n'ont pas su se mettre d'accord. Ces dispositions doivent être étendues à notre matière (3). En effet, l'art. 16 se borne à dire que, si l'accord n'a pas lieu, l'affaire est renvoyée devant le Tribunal.

Toutefois, il convient, ainsi que dans le droit commun, de ne pas prendre cette règle à la lettre. Son application stricte aurait des conséquences fâcheuses : s'il ne restait aucune trace des paroles

(1) Lyon, 2 déc. 1904, *Moniteur Judiciaire*, Lyon, 18-19 juin 1905

(2) Sachet, *op. cit.*, 4<sup>e</sup> édit., t. II, n° 1185.

(3) Paris, 3 janv. 1903, *Recueil*, t. III, p. 151. — Circul. Garde des Sceaux, 22 août 1901.

échangées devant le Président, une partie pourrait rétracter, au mépris de la bonne foi, les aveux les plus formels et les déclarations les plus explicites (1). Il appartiendra donc au Président de consigner les déclarations péremptoires faites devant lui et dont il croira devoir conserver la preuve.

Dans tous les cas, ces déclarations n'auront que la valeur d'aveux extrajudiciaires, c'est-à-dire qu'au lieu d'y ajouter pleine foi comme à l'aveu judiciaire, et de prononcer nécessairement la condamnation de celui qui les a faits, les tribunaux y auront seulement tel égard que de raison.

Ainsi la comparution du patron sans protestation laisse subsister ses droits dans son intégrité et ne fait pas obstacle à la loi sur les accidents (2).

Dans le cas de désaccord, les frais devront être réservés et joints à l'instance.

---

(1) Garsonnet, 2<sup>e</sup> édit., t. II, § 639, p. 400.

(2) Besançon, 11 déc. 1901, D. P. 1903, 2. 307.

## CHAPITRE III

*Caractère de l'ordonnance du Président.*

L'ordonnance de conciliation constatant une convention, c'est-à-dire l'accord de deux parties sur un objet déterminé, a donc la force probante d'un contrat judiciaire. Ce contrat, comme les contrats ordinaires, est rescindable pour vice de consentement, dans les termes de l'art. 1109 du Code Civil, c'est-à-dire pour dol, violence ou erreur sur la substance de la chose.

La formule employée à Paris dans la rédaction de cette ordonnance est la suivante. Elle nous est donnée par M. Duchauffour dans son *Manuel de conciliation* :

L'an ..... et le  
à ..... heures.

Par devant nous                                                 juge  
au Tribunal Civil de la Seine, par l'empêchement de M. le Prési-  
dent, assisté de notre greffier.

Ont comparu :

D'une part : M... (nom, prénoms, âge, profession, domicile)  
victime d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente  
partielle du travail ;

D'autre part : M... (nom, prénoms, profession, domicile du chef d'entreprise ou de celui qui le représente) ;

Convoqués en conformité de la loi du 9 avril 1898, pour se concilier si faire se peut sur les conséquences de l'accident survenu à le

Les parties ont été d'accord pour évaluer le salaire de base à la réduction du salaire résultant de l'accident à pour 100.

En conséquence, M... (nom du chef de l'entreprise) ou (en cas d'assurance) la Compagnie d'assurance la X..., représentée par M..., agissant au nom de M... (nom du patron), s'engage à servir à M..., qui accepte, une rente annuelle et viagère de ..... payable par trimestre, à terme échu, à compter du .....

Les dépens seront supporté par la Compagnie d'assurance X....  
Lecture faite, les comparants signent

(Signatures)

Nous, juge, donnons acte aux parties de l'accord ci-dessus et signons avec le greffier.

Quel est son véritable caractère juridique ? C'est une question des plus délicates et des plus controversées. Est-ce un acte de juridiction gracieuse ? Est-ce un acte de juridiction contentieuse ?

Les deux opinions ont été soutenues. Nous allons maintenant les examiner brièvement.

A. — *L'ordonnance a le caractère juridictionnel.* — Dans cette première opinion soutenue notamment par M. Loubat (1), on dit : qu'elle donne acte de l'accord ou qu'elle constate le défaut de conciliation, l'ordonnance du Président est un acte de juridiction contentieuse.

Dans le premier cas, ajoute-t-on, elle fixe définitivement l'indemnité suivant les dispositions de la loi auxquelles il n'est pas permis de déroger, et

(1) V. Loubat, *Traité du Risque professionnel*, ouvr. précéd. cité.

substituée, en cas d'assurance, l'assureur au chef d'entreprise pour le paiement des pensions.

Dans le second cas, elle renvoie les parties devant le Tribunal. Il ne s'agit pas ici d'un simple procès-verbal de conciliation ou de non conciliation comme celui qui est dressé par les Juges de paix en exécution de l'art. 17 de la loi du 2 mai 1855 et de l'art. 54 du Code de Procédure civile, où le Juge de paix se borne à constater les conventions intervenues devant lui : c'est une véritable décision ayant force exécutoire.

Cette opinion a pour elle, il est vrai, quelques décisions de jurisprudence, notamment un arrêt de la Cour de Cassation du 18 mars 1903 (1), dans lequel on peut lire les considérants suivants :

« Considérant... que l'ordonnance de ce magistrat (le Président), qu'elle donne acte de l'accord des parties ou qu'elle les renvoie devant le Tribunal, est un acte de juridiction ; qu'en effet, à la différence du juge conciliateur de droit commun, qui se borne à constater dans un procès-verbal les conventions intervenues devant lui, le Président, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi sur les accidents du travail, ne rend

(1) Cassat., 18 mars 1903 (*Rec. de la Gazette des Tribunaux*, 1903, 1<sup>re</sup> partie, p. 137). — V. aussi dans le même sens : Rouen, 23 janv. 1901, *Gazette du Palais*, 1901, I, 336. ; Trib. Saint-Etienne, 28 mars 1904, *Recueil*, t. III, p. 69.

exécutoire l'accord des parties qu'après avoir reconnu que cet accord est conforme aux dispositions impératives de la loi du 9 avril 1898, auxquelles il n'est pas permis de déroger... »

L'ordonnance du Président, dit-on, a donc un caractère contentieux. Elle peut avoir pour effet de compromettre les droits des parties, par exemple, en constatant la conciliation quand elle n'a pas eu lieu ; en donnant acte d'accords contraires à la loi ou en renvoyant les parties devant le Tribunal lorsqu'il y a eu accord.

Dès lors, concluent les partisans de cette opinion, l'ordonnance du Président est susceptible d'opposition si elle a été rendue en l'absence des intéressés et elle est soumise aux voies de recours ordinaires.

Ceux qui soutiennent cette opinion tirent encore argument de ce fait que la loi du 30 mars 1905 dispose que le Président peut accorder une provision aux ayants droit ou substituer à l'indemnité journalière due à la victime une provision inférieure. Dans ce cas spécial, en effet, sur lequel nous nous sommes déjà longuement expliqué, il semble bien que le Président n'agit plus comme un simple conciliateur, mais qu'il est alors chargé d'une mission contentieuse, comme le magistrat

chargé de la tentative de conciliation dans les affaires de divorce.

Mais nous n'en concluons pas pour cela, comme le font les auteurs de l'opinion précitée, que l'expression expressément admise par le texte, en ce qui concerne la provision entraîne le même caractère pour les autres dispositions de l'ordonnance. Nous pensons au contraire que l'ordonnance du Président conciliateur est un acte simplement de juridiction gracieuse et cela pour les raisons suivantes que nous allons développer.

C'est d'abord que c'est l'opinion à laquelle se rallie la plus grande partie de la doctrine ; c'est ensuite qu'elle a été consacrée en termes formels par de nombreuses décisions de jurisprudence. C'est, enfin, que les travaux préparatoires de la loi de 1898 et des lois postérieures sont nettement en ce sens.

B. — *L'ordonnance du Président est un acte de juridiction gracieuse.* — Dans cette seconde opinion, on prétend que l'ordonnance de conciliation est un acte simplement de juridiction gracieuse. Pour en décider ainsi, on dit que le Président n'intervient pas comme juge, mais siège en conciliateur pour faciliter et constater les conventions des parties.

C'est à cette seconde opinion, avons-nous dit, que nous croyons devoir nous rallier. En effet, la mission conférée au Président du Tribunal par l'article 16 de la loi de 1898 est absolument analogue à celle du Juge de paix procédant au préliminaire de conciliation. Cette analogie a été relevée maintes fois par la doctrine (1).

Or, la tentative de conciliation n'est pas une instance ; cela résulte de sa nature même (2). Un acte qui a pour but d'étouffer un procès ne peut lui-même être un procès. D'autre part, l'art. 48 du Code de Procédure civile met expressément les préliminaires de conciliation en dehors de l'instance en disant « qu'aucune demande ne sera reçue dans les Tribunaux de première instance que le défendeur n'ait été préalablement appelé en conciliation devant le Juge paix. »

Aussi le Juge de paix, et, par suite le Président du Tribunal exerce une autorité de nature purement gracieuse, qui n'a rien de commun avec celle du magistrat appelé à juger. L'ordonnance de conciliation n'est que le donné acte authentique des

(1) Notamment Sachet, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 885 et suiv. — Allart et Rondenay, *Les Accidents du Travail*, 3<sup>e</sup> édit., n<sup>o</sup> 272, p. 142.

(2) V. en ce sens Garsonnet, *Traité théorique et pratique de Procédure*, 2<sup>e</sup> édit., t. II, n<sup>o</sup> 635, p. 394-395.

consentements échangés et de l'accord intervenu. C'est un simple procès-verbal sans caractère juridictionnel, sans force exécutoire et qui, en cas de difficulté d'interprétation ou d'inexécution, ne peut que servir de base à une action devant le Tribunal, seul compétent pour le trancher (1).

A l'inverse, si les parties ne veulent pas s'accorder, le Juge n'a pas qualité pour les convier d'office. Ce pouvoir supposerait le droit de statuer sur la difficulté qui les divise et ce droit ne lui appartient pas. L'acte de non conciliation n'est donc, lui aussi, qu'un procès-verbal où le juge ne figure que pour constater le désaccord des parties, sans qu'il ait qualité pour en apprécier les motifs et pour créer aussi un préjugé sur le litige à soumettre ultérieurement par la voie contentieuse au Tribunal.

Aussi, une partie importante de la doctrine se prononce dans le sens du caractère de juridiction gracieuse attribué à l'ordonnance du Président.

Dans le même sens, on trouve aussi de nombreuses décisions de jurisprudence (2),

Parmi celles-ci, nous citerons spécialement, à

(1) En ce sens, Garsonnet, *op. cit.*, n° 638, p. 399. — Douai, 19 juin 1900.

(2) V. notamment Trib. Civ. de Dunkerque, , 2 mars 1900, confirmé en appel, Douai, 1<sup>re</sup> Chambre, 19 juin 1900. — Trib. Civ. de Charleville, 19 février 1903.

raison de son importance, un arrêt de la Cour d'appel de Dijon, du 19 décembre 1900 (1).

« Attendu, lisons-nous dans cet arrêt, que la mission donnée au Président du Tribunal par l'article 16 de la loi du 9 avril 1898, présente, par son caractère et le but que s'est proposé le législateur en la lui confiant, les plus grandes analogies avec le préliminaire de conciliation organisé par les art. 48 et suivants du Code de Proc. civ. et procède manifestement de la juridiction gracieuse...

« Que le Président, investi seulement des fonctions de magistrat conciliateur, n'est chargé que de concilier les parties et, qu'à défaut de conciliation, il doit, quelle que soit d'ailleurs la cause de leur désaccord, se borner à constater qu'il n'a pu les concilier et à les renvoyer devant le Tribunal ;

« Qu'il résulte des termes comme de l'esprit du texte précité que ce magistrat n'a pas le pouvoir de juger ;

« Que c'est donc en vain que l'une des parties soutient que l'affaire qui les amène devant lui ne peut donner lieu à l'application de la loi de 1898 ;

« Qu'elle ne peut arriver, par les conclusions qu'elle lui soumet, à changer la nature de sa juridiction et à lui conférer un pouvoir que le législateur n'a pas entendu lui attribuer ;

(1) Dijon, 19 déce. 1900, D. P. 1902, 2. 175.

« Que le Président ne peut pas plus se prononcer sur le bien ou mal fondé de la prétention dont il s'agit que le Juge de paix siégeant comme magistrat conciliateur, n'a qualité pour examiner s'il est ou non compétent ou encore si l'affaire dont il est appelé à s'occuper entre ou non dans les cas pour lesquels le préliminaire de conciliation est exigé. »

Cette décision est on ne peut plus explicite et on ne peut plus formelle.

Un arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 15 janvier 1901 (1), s'est prononcé dans le même sens.

Enfin, si l'on consulte les travaux préparatoires de la loi de 1898, on s'aperçoit, sans aucun doute, que c'est bien le caractère de juridiction gracieuse que le législateur a voulu attribuer à l'ordonnance de conciliation.

En effet, le texte primitif soumis aux délibérations du Parlement précisait que l'ordonnance du Président était « exécutoire et emportait hypothèque ». Or, dans la rédaction définitive, ces mots ne figurent plus. Cette suppression ne saurait être attribuée à un oubli. Elle témoigne de la volonté du législateur de ne donner à l'ordonnance qu'un caractère de pure juridiction gracieuse en rapport

(1) Bordeaux, 15 janvier 1901, D. 1902, 2 p. 176.

avec le rôle rempli en cette circonstance par le Président.

De plus, dans la discussion qui a eu lieu à la Chambre des Députés, M. le Commissaire du Gouvernement Paulet, dont la compétence en la matière ne saurait être discutée, répondant à M. Stanislas Ferrand, a été amené à faire cette déclaration caractéristique : « L'ordonnance du Président qui se borne à donner acte de l'accord des parties, lorsque cet accord a pu intervenir, est un acte de juridiction gracieuse ; ce n'est pas un acte juridictionnel. » (1)

Ainsi, il semble bien qu'aucun doute ne soit plus permis à ce sujet.

Quelles seront les conséquences pratiques de cette théorie ?

C'est d'abord que l'ordonnance rendue par le Président n'est pas susceptible d'appel. En effet, l'appel consistant à solliciter de la juridiction supérieure la réformation d'une décision rendue par le premier juge et faisant grief à l'appelant, il ne saurait en être question à l'encontre d'un procès-verbal de non conciliation.

D'une part, en effet, il ne s'agit pas là d'un jugement — comme nous l'avons déjà démontré — et, d'autre part, la constatation par le magistrat du

(1) V. *Journal officiel*, 31 mai 1902, p. 1182.

désaccord des parties ne fait grief ni à l'une ni à l'autre. La difficulté demeure entière et peut être porté sans aucun préjugé devant la juridiction compétente.

Quant au procès-verbal de conciliation, on a vu que les difficultés qu'il peut soulever doivent faire l'objet d'une instance distincte et principale ; il n'y a pas lieu de les soumettre à la justice par voie d'appel ; il est un cas cependant où l'acte intervenu sur le préliminaire de conciliation peut être attaqué par voie d'appel. C'est celui où le magistrat refuse de procéder à la tentative ordonnée par la loi en alléguant son incompétence. Il y aurait là, substituée au procès-verbal prévu par le Code, une véritable décision de matière à préjudicier aux parties et dont celles-ci seraient recevables à poursuivre l'infirmité (1).

C'est aussi dans le sens de la non recevabilité de l'appel que se sont prononcés les arrêts précités de la Cour de Bordeaux, du 15 janvier 1901, et de la Cour de Dijon, du 19 décembre 1900. Dans ce dernier arrêt, il est dit : « Attendu... que, par suite, l'acte attaqué ne pouvait être déféré à la Cour et que l'appel qui en a été interjeté doit être déclaré irrecevable ;

(1) Dans ce sens, Trib. Civ. de Châteauroux, 14 juin 1899, *Le Droit*, 6 août 1899.

« Par ces motifs, déclare l'appel irrecevable et condamne l'appelant à l'amende et aux dépens. » (1)

Come seconde conséquence découlant naturellement de la théorie que nous avons adoptée, il faut admettre que l'ordonnance ne peut emporter hypothèque.

Le dernier paragraphe de l'art. 26 de la loi de 1898 précise en effet que « les décisions judiciaires n'emporteront hypothèque que si elles sont rendues au profit de la Caisse des Retraites exerçant son recours contre les chefs d'entreprise ou les Compagnies d'assurances. »

Au surplus, l'ouvrier n'a pas besoin que le paiement de la « rente soit garanti par une hypothèque, puisque, si les arrérages ne lui sont pas payés à l'échéance, il lui suffit de s'adresser à la Caisse Nationale des Retraites. »

Si l'ordonnance est rendue en l'absence de l'une des parties, celle-ci peut-elle faire opposition ?

La question est controversée.

Pour nous, logiquement, nous inclinons vers la négative, car une ordonnance par défaut ne pouvant que prononcer le renvoi devant le Tribunal, ne préjudicie en aucune façon aux droits de l'une ou de l'autre des parties. D'autre part, le carac-

(1) Dans le sens de la recevabilité de l'appel, Trib. Civ. de Saint-Etienne, 28 mars 1904 ; Rouen, 23 janvier 1904 ; Bordeaux, 7 août 1908.

rière d'urgence des affaires de cette nature, fait, comme en matière de référés, obstacle à l'admission de la voie de l'opposition (art. 809 Code proc. civ.) (1).

En outre, toujours en vertu de la même théorie, l'ordonnance du Président, donnant acte d'un accord, ne peut pas être revêtue de la formule exécutoire et emporter exécution forcée. De nombreuses décisions de jurisprudence sont intervenues en ce sens. Nous citerons notamment un jugement du Tribunal Civil de Dunkerque, du 2 mars 1900, et un jugement du Tribunal Civil de Thonon, du 15 mars 1902.

Toujours en faveur de notre théorie, nous rappellerons une décision de la Cour d'appel de Rouen du 23 janvier 1901, aux termes de laquelle l'ordonnance du Président constate seulement l'accord ou le désaccord, sans pouvoir trancher la question d'assujettissement, aussi il semble bien que la Cour de Paris, dans son arrêt précité du 31 août 1903, ait méconnu ce principe.

En résumé, donc, l'ordonnance du Président doit être avant tout considérée comme un acte de juridiction gracieuse donnant l'authenticité aux conventions des parties, sans préjuger en rien de la validité desdites conventions.

(1) V. cependant en sens contraire, Rouen, 23 janvier 1901, *Gaz. du Palais*, 1901, II, 336.

## CHAPITRE IV

### *Résultats et statistiques.*

La direction de l'assurance et de la prévoyance sociales au Ministère du Travail dresse et publie chaque trimestre au *Journal officiel*, les statistiques des accidents judiciairement réglés en exécution de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898, c'est-à-dire soit par ordonnances des Présidents des Tribunaux, donnant acte de l'accord des parties, soit par jugements.

Pour l'année 1909, ces statistiques donnent les résultats suivants :

I. — Statistique, par Cours d'Appel, des ordonnances et des jugements rendus en 1909 en vertu de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898.

| DÉSIGNATION<br><br>des<br><br>COURS D'APPEL | Nombre des personnes<br>tuées ou blessées |                            |                             |                            |       | Cas de Mort | Cas<br>d'incapacité<br>permanente |           | Nombre<br>pour le<br>cas de mort |                |                   |
|---------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|----------------------------|-------|-------------|-----------------------------------|-----------|----------------------------------|----------------|-------------------|
|                                             | Hommes                                    |                            | Femmes                      |                            | TOTAL |             | totale                            | partielle | des<br>conjoints                 | des<br>enfants | des<br>ascendants |
|                                             | de<br>moins<br>de<br>16 ans               | de<br>16 ans<br>et<br>plus | de<br>moins<br>de<br>16 ans | de<br>16 ans<br>et<br>plus |       |             |                                   |           |                                  |                |                   |
| Agen.....                                   | »                                         | 88                         | 2                           | 8                          | 98    | 40          | 2                                 | 86        | 8                                | 11             | 3                 |
| Aix.....                                    | 17                                        | 1247                       | 1                           | 54                         | 1319  | 405         | 15                                | 1199      | 77                               | 109            | 27                |
| Amiens.....                                 | 31                                        | 813                        | 9                           | 37                         | 890   | 107         | 4                                 | 779       | 83                               | 117            | 25                |
| Angers.....                                 | 6                                         | 321                        | »                           | 17                         | 344   | 54          | 3                                 | 287       | 48                               | 47             | 6                 |
| Bastia.....                                 | »                                         | 12                         | »                           | »                          | 12    | »           | »                                 | 12        | »                                | »              | »                 |
| Besançon.....                               | 21                                        | 582                        | 3                           | 30                         | 636   | 44          | 2                                 | 590       | 31                               | 36             | 11                |
| Bordeaux.....                               | 14                                        | 628                        | 2                           | 36                         | 680   | 74          | 7                                 | 599       | 64                               | 82             | 12                |
| Bourges.....                                | 2                                         | 231                        | 1                           | 3                          | 237   | 37          | 2                                 | 198       | 33                               | 59             | 6                 |
| Caen.....                                   | 14                                        | 435                        | 1                           | 19                         | 469   | 63          | 1                                 | 405       | 48                               | 65             | 14                |
| Chambéry.....                               | 1                                         | 221                        | 1                           | 2                          | 225   | 24          | 3                                 | 198       | 16                               | 19             | 14                |
| Dijon.....                                  | 13                                        | 600                        | 1                           | 9                          | 623   | 80          | 6                                 | 537       | 66                               | 94             | 13                |
| Douai.....                                  | 243                                       | 3865                       | 47                          | 245                        | 4400  | 297         | 14                                | 4089      | 211                              | 333            | 114               |
| Grenoble.....                               | 15                                        | 543                        | 2                           | 25                         | 585   | 53          | 4                                 | 528       | 27                               | 44             | 24                |
| Limoges.....                                | 5                                         | 227                        | »                           | 3                          | 235   | 42          | 3                                 | 190       | 36                               | 36             | 8                 |
| Lyon.....                                   | 56                                        | 2355                       | 9                           | 82                         | 2502  | 15          | 8                                 | 2342      | 109                              | 112            | 53                |
| Montpellier.....                            | 7                                         | 550                        | 2                           | 13                         | 572   | 66          | 3                                 | 503       | 60                               | 81             | 7                 |
| Nancy.....                                  | 408                                       | 2342                       | 19                          | 67                         | 2536  | 196         | 14                                | 2326      | 137                              | 251            | 62                |
| Nîmes.....                                  | 9                                         | 398                        | 1                           | 13                         | 421   | 15          | 5                                 | 361       | 48                               | 63             | 9                 |
| Orléans.....                                | 6                                         | 309                        | 1                           | 6                          | 322   | 39          | 1                                 | 282       | 26                               | 129            | 16                |
| Paris.....                                  | 149                                       | 7111                       | 13                          | 318                        | 7591  | 479         | 11                                | 7101      | 395                              | 524            | 76                |
| Pau.....                                    | 1                                         | 224                        | »                           | 7                          | 232   | 34          | 2                                 | 196       | 25                               | 35             | 10                |
| Poitiers.....                               | 3                                         | 303                        | 1                           | 4                          | 311   | 33          | 2                                 | 276       | 26                               | 36             | 9                 |
| Rennes.....                                 | 29                                        | 878                        | 1                           | 23                         | 931   | 122         | 7                                 | 802       | 98                               | 149            | 24                |
| Riom.....                                   | 14                                        | 756                        | 1                           | 18                         | 789   | 61          | 10                                | 718       | 46                               | 70             | 17                |
| Rouen.....                                  | 47                                        | 902                        | 9                           | 54                         | 1012  | 125         | 3                                 | 884       | 96                               | 138            | 35                |
| Toulouse.....                               | 3                                         | 298                        | 4                           | 23                         | 328   | 43          | 5                                 | 280       | 37                               | 44             | 6                 |
| TOTAUX.....                                 | 814                                       | 26329                      | 131                         | 1116                       | 28300 | 2395        | 137                               | 25768     | 1851                             | 2584           | 601               |

II. — Pourcentage, par groupes d'industries, des accidents  
judiciairement réglés en 1909.

| DÉSIGNATION<br>des groupes et industries.                       | Nombre<br>total des<br>accidents<br>graves sur-<br>venus dans<br>chaque<br>groupe | p. 100 |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Métaux .....                                                    | 6.399                                                                             | 22.61  |
| Manutention et transports .....                                 | 4.383                                                                             | 15.49  |
| Travaux publics et bâtiments .....                              | 4.214                                                                             | 14.99  |
| Industries extractives .....                                    | 3.387                                                                             | 11.97  |
| Industries du bois .....                                        | 2.450                                                                             | 8.66   |
| — textiles.....                                                 | 1.668                                                                             | 5.89   |
| — de l'alimentation.....                                        | 1.988                                                                             | 7.02   |
| Travail des pierres et des terres au feu.                       | 914                                                                               | 3.23   |
| Industries chimiques.....                                       | 1.079                                                                             | 3.81   |
| Papier, caoutchouc, etc.....                                    | 764                                                                               | 2.70   |
| Agriculture et forêts.....                                      | 512                                                                               | 1.81   |
| Cuir et peaux.....                                              | 376                                                                               | 1.33   |
| Industries insuffisamment désignées..                           | 135                                                                               | 0.48   |
| Banques, assurances et autres progres-<br>sions similaires..... | 31                                                                                | 0.11   |
| Totaux.....                                                     | 28.300                                                                            | 100.00 |

La récapitulation des renseignements qui précèdent pour chacune des années 1899 (2<sup>e</sup> trimestre), 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908 et 1909, fournit, d'autre part, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1910, les résultats d'ensemble suivants :

| DESIGNATION<br>des<br>Cours d'appel | Nombre des personnes tuées ou blessées |                      |                       |                      | Total          | Cas<br>de mort | Cas d'incapacité<br>permanente |                | Nombre pour le cas de mort |                |                        |
|-------------------------------------|----------------------------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|----------------|----------------|--------------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------|
|                                     | HOMMES                                 |                      | FEMMES                |                      |                |                | totale                         | partielle      | des<br>conjointes          | des<br>enfants | des<br>assey-<br>dants |
|                                     | de moins<br>de 16 ans                  | de 16 ans<br>et plus | d. moins<br>de 16 ans | de 16 ans<br>et plus |                |                |                                |                |                            |                |                        |
| Agen . . . .                        | 6                                      | 657                  | 2                     | 34                   | 699            | 412            | 42                             | 575            | 92                         | 402            | 24                     |
| Aix . . . . .                       | 400                                    | 8.282                | 22                    | 315                  | 8.749          | 844            | 87                             | 7.794          | 624                        | 846            | 472                    |
| Amiens . . .                        | 236                                    | 5.304                | 62                    | 240                  | 5.842          | 800            | 62                             | 4.980          | 665                        | 1.007          | 424                    |
| Angers . . .                        | 33                                     | 2.274                | 5                     | 444                  | 2.426          | 517            | 60                             | 1.849          | 443                        | 660            | 70                     |
| Bastia . . .                        | »                                      | 65                   | »                     | 4                    | 66             | 11             | »                              | 55             | 11                         | 30             | »                      |
| Besançon                            | 448                                    | 3.600                | 28                    | 469                  | 3.945          | 342            | 33                             | 3.570          | 242                        | 347            | 99                     |
| Bordeaux                            | 97                                     | 4.335                | 46                    | 281                  | 4.729          | 642            | 96                             | 3.991          | 525                        | 685            | 408                    |
| Bourges . .                         | 44                                     | 1.609                | 2                     | 22                   | 1.677          | 258            | 20                             | 1.399          | 244                        | 303            | 50                     |
| Caen . . . .                        | 74                                     | 2.722                | 8                     | 446                  | 2.920          | 462            | 37                             | 2.421          | 372                        | 518            | 83                     |
| Chambéry                            | 48                                     | 1.481                | 3                     | 20                   | 1.522          | 480            | 26                             | 1.316          | 415                        | 229            | 75                     |
| Dijon . . . .                       | 87                                     | 4.387                | 5                     | 73                   | 4.552          | 575            | 42                             | 3.935          | 491                        | 714            | 79                     |
| Douai . . . .                       | 1.717                                  | 25.784               | 379                   | 4.427                | 29.307         | 3.553          | 206                            | 25.548         | 2.422                      | 4.825          | 1.424                  |
| Grenoble . .                        | 89                                     | 3.946                | 27                    | 465                  | 4.497          | 450            | 29                             | 3.718          | 318                        | 428            | 415                    |
| Limoges . .                         | 39                                     | 4.592                | 48                    | 35                   | 4.667          | 314            | 21                             | 4.332          | 261                        | 392            | 54                     |
| Lyon . . . .                        | 332                                    | 15.230               | 37                    | 533                  | 16.452         | 1.334          | 422                            | 14.696         | 988                        | 1.227          | 334                    |
| Montpellier .                       | 46                                     | 3.885                | 46                    | 98                   | 4.045          | 565            | 67                             | 3.413          | 460                        | 604            | 107                    |
| Nancy . . . .                       | 569                                    | 43.352               | 414                   | 393                  | 14.425         | 1.333          | 108                            | 12.984         | 967                        | 1.588          | 399                    |
| Nîmes . . . .                       | 54                                     | 2.954                | 44                    | 44                   | 3.060          | 490            | 37                             | 2.533          | 392                        | 602            | 415                    |
| Orléans . . .                       | 62                                     | 4.977                | 6                     | 45                   | 2.090          | 367            | 30                             | 1.693          | 295                        | 358            | 79                     |
| Paris . . . .                       | 933                                    | 47.428               | 404                   | 1.837                | 50.302         | 4.288          | 243                            | 45.771         | 3.236                      | 4.420          | 733                    |
| Pau . . . . .                       | 28                                     | 4.703                | 3                     | 37                   | 4.771          | 279            | 28                             | 4.464          | 498                        | 313            | 93                     |
| Poitiers . . .                      | 37                                     | 4.979                | 2                     | 28                   | 2.046          | 350            | 44                             | 1.655          | 298                        | 452            | 45                     |
| Rennes . . .                        | 449                                    | 6.507                | 8                     | 490                  | 6.854          | 1.098          | 96                             | 5.660          | 914                        | 1.553          | 476                    |
| Riom . . . .                        | 82                                     | 4.673                | 7                     | 84                   | 4.846          | 536            | 83                             | 4.227          | 428                        | 614            | 417                    |
| Rouen . . . .                       | 289                                    | 6.805                | 59                    | 398                  | 7.551          | 988            | 62                             | 6.504          | 754                        | 1.252          | 497                    |
| Toulouse . .                        | 44                                     | 2.269                | 42                    | 450                  | 2.475          | 448            | 59                             | 1.998          | 344                        | 393            | 96                     |
| <b>Totaux . . .</b>                 | <b>5.313</b>                           | <b>174.770</b>       | <b>953</b>            | <b>6.849</b>         | <b>187.885</b> | <b>21.103</b>  | <b>1.707</b>                   | <b>165.075</b> | <b>16.066</b>              | <b>24.159</b>  | <b>4.968</b>           |

II. — Pourcentage par groupes d'industries des accidents judiciairement réglés en exécution de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1<sup>er</sup> juillet 1899 au 31 décembre 1909).

| DÉSIGNATION<br>des Groupes et Industries                       | Nombre<br>total des<br>accidents<br>graves sur-<br>venus dans<br>chaque<br>groupe | p. 100 |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Métaux.....                                                    | 41.232                                                                            | 21.95  |
| Manutention et transports.....                                 | 30.729                                                                            | 16.36  |
| Travaux publics et bâtiments.....                              | 29.378                                                                            | 15.64  |
| Industries extractives.....                                    | 22.472                                                                            | 11.96  |
| Industrie du bois.....                                         | 17.196                                                                            | 9.15   |
| Textiles.....                                                  | 11.514                                                                            | 6.13   |
| Industries de l'alimentation.....                              | 11.237                                                                            | 5.98   |
| — chimiques.....                                               | 6.625                                                                             | 3.53   |
| Travail des pierres et des terres au feu.                      | 6.184                                                                             | 3.29   |
| Papiers, caoutchouc, etc.....                                  | 5.004                                                                             | 2.66   |
| Agriculture et forêts.....                                     | 3.122                                                                             | 1.66   |
| Cuir et peaux.....                                             | 2.579                                                                             | 1.37   |
| Industries insuffisamment désignées ..                         | 548                                                                               | 0.29   |
| Banques, assurances et autres profes-<br>sions similaires..... | 65                                                                                | 0.03   |
| Totaux.....                                                    | 187.885                                                                           | 100.00 |

Le total des accidents judiciairement réglé pendant la période de dix ans susvisée et qui s'élève à 187.885, se décompose de la façon suivante :

Relevé des ordonnances et jugements rendus en matière d'accidents du travail en vertu d'accidents du travail en vertu de l'art. 16 de la loi du 9 avril 1898 (du 1<sup>er</sup> juillet 1899 au 31 décembre 1909) (1).

| ANNÉES                                           | Total   | Cas de mort |        | Incapacité permanente totale |        | Incapacité permanente partielle |        |
|--------------------------------------------------|---------|-------------|--------|------------------------------|--------|---------------------------------|--------|
|                                                  |         | Nombre      | p. 100 | Nombre                       | p. 100 | Nombre                          | p. 100 |
| 1899...<br>(2 <sup>e</sup> semest <sup>r</sup> ) | 899     | 534         | 59,4   | 43                           | 4,4    | 352                             | 39,2   |
| 1900...                                          | 6 543   | 1 562       | 23,9   | 439                          | 2,1    | 4 812                           | 74,0   |
| 1901...                                          | 10 627  | 1 729       | 16,3   | 227                          | 2,1    | 8 671                           | 81,6   |
| 1902...                                          | 12 241  | 1 613       | 13,2   | 198                          | 1,6    | 10 430                          | 85,2   |
| 1903...                                          | 13 853  | 1 524       | 11,0   | 179                          | 1,3    | 12 150                          | 87,7   |
| 1904...                                          | 15 303  | 1 560       | 10,2   | 197                          | 1,3    | 13 546                          | 88,5   |
| 1905...                                          | 19 802  | 2 138       | 10,8   | 171                          | 0,9    | 17 493                          | 88,3   |
| 1906...                                          | 24 547  | 3 144       | 12,8   | 149                          | 0,6    | 21 254                          | 86,5   |
| 1907...                                          | 26 138  | 2 413       | 9,2    | 141                          | 0,5    | 23 584                          | 90,2   |
| 1908...                                          | 29 632  | 2 491       | 8,4    | 156                          | 0,5    | 26 985                          | 91,1   |
| 1909...                                          | 28 300  | 2 395       | 8,4    | 137                          | 0,4    | 25 768                          | 91,0   |
| TOTAUX                                           | 187 885 | 21 403      | 11,2   | 1 707                        | 0,9    | 165 075                         | 87,8   |

(1) Pour l'arrondissement de Mantes, seul le rôle du Président du Tribunal en matière d'accidents du travail s'est exercé de la façon suivante pour les neuf dernières années.

| Années | Nombre d'ordonnances rendues | se décomposant ainsi :       |                   |                                            |
|--------|------------------------------|------------------------------|-------------------|--------------------------------------------|
|        |                              | Ordonnances de conciliation. | Non conciliation. | Ordonnances diverses, expertises, remises. |
| 1900   | 25                           | 17                           | 8                 | «                                          |
| 1901   | 30                           | 14                           | 5                 | 11                                         |
| 1902   | 43                           | 8                            | 8                 | 27                                         |
| 1903   | 56                           | 7                            | 10                | 39                                         |
| 1904   | 50                           | 9                            | 7                 | 34                                         |
| 1905   | 39                           | 15                           | 3                 | 21                                         |
| 1906   | 36                           | 18                           | 4                 | 14                                         |
| 1907   | 59                           | 26                           | 6                 | 27                                         |
| 1908   | 92                           | 29                           | 17                | 46                                         |
| 1909   | 58                           | 20                           | 6                 | 32                                         |

L'examen de ce dernier tableau permet de constater que l'activité des tribunaux et des présidents en matière d'accidents va sans cesse croissant et cette activité a eu encore à s'exercer davantage dans ces trois dernières années (1907-1909), la loi du 12 avril 1906 ayant étendu la législation sur la responsabilité des accidents du travail à « toutes les entreprises commerciales », quelles qu'elles soient et sans restrictions ni conditions spéciales.

Le garde des sceaux, dans sa circulaire du 10 juin 1899, définit l'incapacité permanente absolue « celle qui rend l'ouvrier impotent et l'empêche à tout jamais de se livrer à un travail utile. »

Le Ministre du Commerce, dans sa circulaire du 24 août de la même année, appelle l'incapacité absolue celle « qui exclut la victime de toute profession industrielle » et nous avons vu précédemment qu'en ce qui concerne ces graves invalidités, leur estimation résulte le plus souvent d'un rapport d'expert.

Quant aux infirmités légères, qui sont les plus nombreuses et dont la plupart ne diminuent que d'une manière insignifiante la validité professionnelle, elles ne peuvent presque jamais être considérées comme constituant une incapacité permanente. Ce sont elles qui contribuent principalement à augmenter dans une très large part le nombre

des affaires d'accidents et la conciliation y joue un rôle prépondérant.

En ce qui concerne les instances en allocations de rente, leur nombre n'a cessé d'augmenter chaque année. Les dernières statistiques nous font connaître qu'elles se sont élevées pour le département de la Seine :

|                 |       |
|-----------------|-------|
| En 1902, à..... | 2.779 |
| En 1903, à..... | 3.024 |
| En 1904, à..... | 3.687 |
| En 1905, à..... | 4.683 |
| En 1906, à..... | 5.855 |
| En 1907, à..... | 7.347 |
| En 1908, à..... | 7.379 |

Ce dernier chiffre paraît jusqu'à présent devoir demeurer stationnaire dans son énormité et, quoique la loi du 18 juillet 1907 ait encore eu pour objet d'accorder à tout employeur (en dehors de l'industrie, du commerce et de l'agriculture), la faculté d'adhérer, dans des conditions déterminées, à la législation sur les accidents du travail, pour couvrir les risques résultant de l'usage de ses ouvriers, employés ou domestiques.

On comprend que, devant ce nombre sans cesse grandissant de procès occasionnés par les exten-

sions multiples apportées à la loi de 1898, la tâche des magistrats chargés de les juger, devienne de jour en jour plus lourde et plus délicate ; que, malgré tout leur zèle, ils ne puissent, dans certains Tribunaux de grandes villes industrielles, et à Paris en particulier, écouler sans retard considérable tout le stock de procédures d'accidents du travail entrant chaque jour au rôle. Aussi, pendant que les affaires s'ajoutent aux affaires, les misères s'ajoutent aux misères ; on attend, on s'impatiente, on proteste ; les plaintes s'accumulent. On allègue des détresses qui justifieraient un tour de faveur demandé à genoux, et on doit le refuser, parce qu'on léserait d'autres intérêts aussi respectables. Chacun doit donc se résigner à attendre son tour normal d'être jugé, et pendant combien de temps ? Un an, peut-être quinze mois ou deux ans.

Il y a donc là un désastreux état de choses occasionné par l'imprévoyance du législateur et auquel la réforme judiciaire, s'exerçant immédiatement sur la composition de certains tribunaux permettrait de mettre fin.

## CHAPITRE V

### *Législation comparée.*

Dans presque tous les grands pays d'Europe, a peu d'exceptions près, on a pensé depuis plusieurs années déjà que le droit commun n'était pas suffisant pour protéger l'ouvrier victime d'un accident de travail et partout, dans tous les Etats, se sont élaborées, dans ce but, des législations spéciales.

Sans vouloir rechercher ici les principes généraux sur lesquels reposent ces différentes législations, leurs avantages et leurs inconvénients respectifs, il nous semble cependant nécessaire, pour compléter l'étude que nous venons d'entreprendre, d'examiner rapidement les moyens de procédure imaginés pour régler l'indemnité due à la victime de l'accident.

La législation anglaise sur la matière est contenue dans le *Workmen's Compensation act* » du 6 août 1897, ou *Act pour indemniser les ou-*

*vriers* (1). Œuvre personnelle du grand homme d'Etat, M. Joseph Chamberlain, cet acte s'est préoccupé d'assurer une procédure rapide et simple, et cela à l'aide de deux moyens originaux. D'une part, en multipliant les juridictions auxquelles la victime peut s'adresser ; d'autre part, en choisissant pour trancher la question d'indemnité des juges spéciaux, des arbitres.

L'institution de ces arbitres est un des traits les plus originaux de la loi anglaise de 1897.

En Angleterre, l'arbitre est un juge de conciliation et d'équité. Il est un juge de conciliation en ce sens que les parties sont à peu près maîtresses de le choisir comme elles l'entendent et qu'elles font véritablement leur tribunal. Il est juge d'équité en ce sens que la loi lui impose seulement des règles générales, mais qu'il a, dans chaque espèce, la latitude la plus grande pour apprécier les faits et fixer l'indemnité en conséquence.

La loi de 1897 crée quatre juridictions arbitrales différentes dont les deux premières sont au choix des parties ; les deux autres n'interviennent que si les parties n'ont pu se mettre d'accord.

En vertu des lois antérieures, patrons et ouvriers peuvent constituer des conseils d'arbitrage et de

(1) V. Ch. Rist., *La Législation anglaise sur la Responsabilité en matière d'accidents*, 1898.

conciliation. Là où ces conseils existent, la nouvelle loi les considère comme la juridiction la plus propre à trancher les questions d'indemnité. Elle invite donc les parties à recourir à leurs offices.

Mais il se peut que le comité se refuse à cette tâche ou que l'une des parties refuse de l'accepter comme juge. Dans ce cas, les parties ont le droit de choisir à leur gré un autre arbitre unique.

Si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix de cet arbitre, la loi impose alors l'arbitrage du Juge de la Cour de Comté, et celui-ci peut, à son tour, déléguer ses pouvoirs à un sous-arbitre avec l'autorisation préalable du Lord Chancelier.

Les pouvoirs de ces deux catégories d'arbitres ne sont pas les mêmes. Ni le comité de conciliation, ni l'arbitre choisi par les parties ne sont astreints à aucune règle de procédure ; ils peuvent s'éclairer par les moyens et dans les formes qu'ils veulent. Au contraire, le juge de la Cour de Comté ou son délégué sont tenus dans le sens et les règles imposées pour les procès ordinaires.

Par contre, le comité et l'arbitre choisi par les parties, quoiqu'ils puissent convoquer des témoins et recevoir leur serment, ne peuvent le forcer à parler. Ce droit appartient au contraire au juge de la Cour de Comté et à son délégué.

Le juge de la Cour de Comté a un pouvoir parti-

culier : celui de trancher les questions de droit qui peuvent se présenter dans tout arbitrage. Le comité, l'arbitre choisi par les parties ou l'arbitre délégué peuvent tous trois s'adresser au Juge de la Cour de Comté pour toute question de droit qui les embarrasse. Dans ce cas, un appel pourra être porté du juge de la Cour de comté à la Cour d'appel, sur le point litigieux. Les règles et les conditions de cet appel doivent être fixées par la Haute Cour de justice.

Ainsi le Juge de la Cour de comté deviendra l'arbitre le plus fréquemment employé, puisque les autres arbitres devront, malgré tout, s'adresser à lui pour toutes les questions de droit délicates. Les parties préféreront recourir dès l'abord à sa juridiction ; elles éviteront ainsi les difficultés et les pourparlers inséparables du choix d'un arbitre spécial et les services de celui-ci ne seront demandés le plus souvent que dans des cas très spéciaux où sa compétence technique l'imposera aux parties.

Dans tous les cas, quel que soit l'arbitre choisi, un *memorandum* doit être rédigé. Ce document contient le texte de la décision prise ; il est envoyé par l'arbitre, le comité ou les parties au *registrar* ou greffier, de la Cour de comté du district où réside le bénéficiaire de l'indemnité. Quand il aura été enregistré dans un registre spécial, ce memo-

randum aura toute la force d'un jugement rendu par la Cour de comté et sera exécuté comme tel.

Quelles sont les questions litigieuses qu'aura à trancher l'arbitre ?

C'est lui qui décidera s'il y a lieu de payer une indemnité ; si l'industrie où l'accident s'est produit est comprise dans la définition de l'Act, quel sera le montant de l'indemnité et la durée de son paiement ; qui sont les ayants droit et quelle somme leur est due ; s'il y a lieu de suspendre, d'augmenter ou de diminuer l'indemnité ; enfin, s'il y a lieu de remplacer la rente par une somme fixe.

Cette liste suffit à montrer combien la juridiction de l'arbitre est étendue et quel sens pratique aiguisé est nécessaire au juge pour trancher ces délicates questions d'interprétation.

L'unité juridique en cette matière sera assurée par le contrôle des cours de comté et de la Cour d'appel.

Pour l'Allemagne, la matière des accidents du travail a été réglementée par la loi impériale du 6 juillet 1884 (complétée par celles des 21 mai 1885, 15 mars et 5 mai 1886, 11 et 13 juillet 1887). Ces lois ont elles-mêmes été coordonnées et revisées par celle du 30 juin 1900, véritable code de l'assurance allemande contre les accidents du travail (1).

(1) Cette loi est commentée par Pic, *Traité de Législation industrielle*, 3<sup>e</sup> édit., n° 1052.

Aux termes de ces différentes lois, tout accident confère à l'ouvrier qui en est victime un droit à une indemnité, à la seule exception du cas où la victime aurait intentionnellement causé l'accident.

Pour garantir aux ouvriers le paiement des indemnités dues, tous les patrons et chefs d'industrie sont groupés obligatoirement en un certain nombre de corporations professionnelles, placées sous le contrôle de l'Etat, représenté par l'Office Impérial des Assurances. Tout industriel est de droit membre de la corporation comprenant son industrie, dans la circonscription de laquelle est situé son établissement.

Le Conseil d'administration de chaque corporation fixe, en conformité du tarif légal, l'indemnité à chaque ouvrier victime d'accident. Sa décision est susceptible d'appel devant un Tribunal arbitral. Avant 1900, il y avait des Tribunaux arbitraux spéciaux à l'assurance-accident, mais la loi du 30 juin de cette année a supprimé ces juridictions et est venue décider que les tribunaux arbitraux institués par les lois sur l'assurance d'invalidité-vieillesse connaîtraient désormais des difficultés relatives aux questions d'accidents (1).

Le Tribunal arbitral est ainsi composé : un Président, nommé par l'empereur ; quatre Assesseurs,

(1) Pic, *op. cit.*

dont deux nommés par la corporation et deux par les représentants des ouvriers.

La décision du Tribunal arbitral peut elle-même être déférée à l'office impérial des assurances. Cet office, qui représente l'Empire, a son siège à Berlin. Il comprend trois membres permanents au moins, dont le Président, nommé à vie par l'empereur, et huit membres non permanents : quatre nommés par le Conseil fédéral dans son sein, deux par les Conseils d'administration des corporations, et deux par les représentants des ouvriers.

Lorsqu'un accident quelconque se produit, la victime ne peut poursuivre individuellement le chef d'industrie. C'est la corporation seule qui en répond et elle est saisie, non par la victime, mais par le chef d'industrie lui-même, qui est tenu, sous une sanction pénale, d'avertir sa corporation. Une enquête est ensuite ouverte et, suivant le résultat de cette enquête, le Conseil d'administration fixe, en premier ressort, et à charge d'appel devant les juridictions dont nous venons de parler, le taux de l'indemnité.

Telle est la procédure organisée par la législation allemande. Il est facile d'en conclure qu'elle entraîne, dans le règlement des indemnités, des lenteurs regrettables et des frais considérables.

Au lieu de corporations professionnelles s'éten-

dant, comme en Allemagne, à tout l'empire, la loi autrichienne du 28 décembre 1887, complétée et étendue par celle du 18 mai 1894 (1), organise des circonscriptions régionales et un système d'appel devant le Tribunal civil. Tandis qu'en Allemagne, les patrons et industriels supportent seuls le poids de l'assurance, en Autriche, les ouvriers y participent dans une certaine mesure, et cette coopération entraîne une modification corrélative dans la composition des Conseils d'administration des corporations : alors qu'en Allemagne, les corporations sont exclusivement dirigées par les chefs d'industrie, les Conseils d'administration, en Autriche, comprennent un tiers de chefs d'industrie, un tiers de représentants des ouvriers, et un tiers d'élus du Conseil provincial.

Les indemnités sont fixées en premier ressort, à charge d'appel, devant un Tribunal arbitral, par le bureau de la corporation. Mais on ne trouve pas en Autriche, comme en Allemagne, de Tribunal suprême analogue à l'Office Impérial des Assurances. Cependant, les décisions de tribunaux arbitraux ne sont pas en dernier ressort et on peut en appeler devant le Tribunal civil de la région.

Quoique ce système soulève certaines critiques,

(1) V. *Annuaire de Législation étrangère*, 1895, p. 292, et Pic, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> édit., n<sup>o</sup> 1056.

il a eu de nombreux imitateurs. Beaucoup de législations récentes, en effet, ont institué des Tribunaux arbitraux analogues à ceux dont nous venons de parler.

C'est ainsi, notamment, que, d'après la loi norvégienne du 23 juillet 1894, modifiée par les lois du 6 août 1897 et 12 juin 1906, les contestations relatives aux accidents du travail sont tranchées en premier ressort par le Directeur de la Caisse Nationale d'Assurances, et, en appel, par une Cour arbitrale siégeant à Christiania et comprenant sept membres : trois désignés par le roi, deux patrons et deux ouvriers élus pour trois ans par le Storting.

De même, la loi hollandaise du 2 janvier 1901 institue deux Cours arbitrales superposées.

En Hongrie, d'après la loi du 6 avril 1907 sur l'assurance des personnes employées dans l'industrie et le commerce, contre les maladies et les accidents, les rentes temporaires sont fixées par la Caisse de district et les rentes permanentes par la Caisse Nationale, sauf appel devant l'Office d'Assurances ouvrières de l'Etat.

La loi italienne du 17 mars 1898, modifiée par celle du 29 juin 1903, attribue compétence au prêteur, jugé de paix, ou au Tribunal civil, suivant les distinctions admises en France. Mais, d'après un projet de loi déposé le 13 mars 1908 par le gou-

vernement italien, le prêteur et le Tribunal civil seraient dessaisis au profit d'une juridiction spéciale, dite Commission judiciaire, instituée au chef-lieu de chaque province et composée du Président du Tribunal Civil et de deux assesseurs techniques, l'ingénieur en chef du département et le médecin provincial.

D'après la loi luxembourgeoise du 5 août 1902, la compétence du Juge de paix est exclusive.

La loi belge du 24 décembre 1903 fait trancher les difficultés relatives à l'application de la loi par une juridiction unique : le Juge de paix. Toutefois, les parties peuvent, sous certaines conditions, convenir à l'avance que ces litiges sont déférés à des arbitres. En principe, l'assurance est obligatoire pour tous les chefs d'industrie, à moins qu'ils ne préfèrent fournir un cautionnement équivalent. Les intéressés ont le choix entre la caisse officielle et les caisses privées, compagnies d'assurances ou caisses syndicales assujetties à un contrôle rigoureux.

---

## CONCLUSION

---

La loi du 9 avril 1898, dans son article 16, a consacré avant tout les règles les plus équitables pour le règlement des accidents industriels et, si elle ne parvient pas toujours à mettre un terme aux contestations judiciaires, du moins aura-t-elle contribué à en diminuer le nombre dans une notable mesure.

Le but évident du législateur a été de rendre la justice plus expéditive et moins coûteuse en s'efforçant de voir devant quelles juridictions les litiges seraient portés et quelle procédure devait être suivie. Nous venons de voir par le rapide coup d'œil jeté sur le mouvement législatif contemporain, comment cette double question a été résolue par les diverses nationalités. En France, elle a soulevé devant le Parlement et dans la doctrine des vives controverses, et l'attribution au Président du Tribunal civil de la mission spéciale que lui a confié le législateur de 1898, ne fut pas acceptée sans longs débats. L'institution des tribunaux arbitraux

avait, en effet, trouvé en France d'ardents défenseurs chez les socialistes chrétiens et certains membres de la gauche.

Dans le projet de loi déposé en 1893 sur les accidents du travail, un tribunal arbitral était institué pour connaître des difficultés relatives à la matière. Dans le rapport qui accompagnait ce projet, M. Ricard justifiait de la manière suivante l'établissement de cette juridiction nouvelle (1) :

« Nous avons cru qu'en confiant à des ouvriers et à des patrons éclairés le souci de résoudre ces difficultés, on arriverait plus facilement à les apaiser.

« Indépendamment des avantages produits, ajoutait l'honorable rapporteur, au point de vue de l'apaisement, on était certain d'offrir aux intéressés toutes les garanties désirables d'impartialité et de connaissances pratiques ; on faisait en même temps disparaître toutes les lenteurs des procédures en usage devant les tribunaux ordinaires. »

Toujours d'après M. Ricard, pour répondre à ces préoccupations, le Tribunal arbitral devait être constitué de la façon suivante : Les patrons et ouvriers devaient figurer en nombre égal. Choisis parmi les plus éclairés, sans aucun parti pris, ils

(1) Séance de la Chambre du 18 mai 1893, *Journ. Off., déb. parl.*, p. 1452.

devaient être désignés par le sort au moment de la constitution du Tribunal. Le choix des arbitres était fait d'après les dispositions des art. 19 et suivants de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury criminel, et des art. 31 et suivants de la loi du 3 mai 1841 sur l'expropriation publique.

Pour apporter à la direction et à la solution des questions la préoccupation exclusive de rendre à chacun la justice à laquelle il a droit, lit-on, toujours dans le rapport de M. Ricard, on confiait la présidence du Tribunal arbitral au Président du Tribunal civil.

En définitive, le Tribunal civil était composé de trois chefs d'entreprise et de trois ouvriers réunis sous la présidence du Président civil, ou, en cas d'empêchement, du Juge titulaire par lui désigné.

Ces principes posés, le projet de 1893 réglait en détail le fonctionnement du Tribunal arbitral. Il décidait notamment que la procédure serait simple et peu coûteuse ; que la juridiction ainsi instituée statuerait en premier et dernier ressort sur les contestations qui lui seraient soumises. La décision rendue, d'après l'art. 27 du projet, ne pourrait être attaquée que par la voie de recours en cassation et seulement pour excès de pouvoir ou violation de la loi. En cas de cassation, la Cour suprême devait désigner le Tribunal arbitral devant lequel l'affaire

était renvoyée ; elle pouvait, si elle le jugeait à propos, désigner le même tribunal : dans tous les cas, son pouvoir d'appréciation était souverain.

Le projet sénatorial de 1895 admettait lui aussi l'existence des tribunaux arbitraux pour les raisons exposées par M. Poirrier. « La solution des questions litigieuses susceptibles de naître en cette matière, expliquait le rapporteur, se ramène presque exclusivement à l'appréciation de la matérialité des faits, à la connaissance et à l'appréciation de faits professionnels au sujet desquels des gens de métier peuvent seuls avoir une opinion éclairée. »

Le rapporteur s'appuyait aussi, pour en décider ainsi, sur cette considération de fait que le Tribunal civil appelé à statuer sur les difficultés de ce genre, confie généralement à un spécialiste le soin de les examiner et de lui faire un rapport motivé. Dès lors, ajoutait M. Poirrier, étant donné qu'en matière d'accidents du travail, ce serait dans chacune des matières qui lui seraient soumises que le Tribunal de droit commun devrait faire appel aux lumières d'un homme technique, n'est-il pas beaucoup plus simple et aussi beaucoup plus équitable de faire entrer dans le Tribunal ces spécialistes qui, devenus de véritables juges, présenteront par là même de bien plus grandes garanties ?

Enfin, le même rapporteur exprime l'espoir qu'un Tribunal tranchera les contestations qui lui seront

déférées avec un maximum de rapidité et un minimum de frais (1).

M. Poirrier n'ignore pas cependant les critiques diverses que l'on a élevé contre le principe même de ce tribunal ; il sait qu'il y a là un échec aux principes de la Révolution, qui s'était efforcée de réaliser l'unité de juridiction ; il sait aussi que les juges patrons et ouvriers seront les défenseurs intransigeants de l'opinion de la partie dont ils sont les représentants et qu'ainsi on organise, sous une apparence trompeuse, la juridiction du juge unique, avec tous ses dangers. Ceux-ci apparurent évidents à un certain nombre de sénateurs, qui firent au projet de la Commission une opposition des plus vives, faisait justement remarquer que l'organisation des Tribunaux arbitraux était une nouveauté inquiétante, un retour en arrière vers les juridictions exceptionnelles ou corporatives supprimées par la Révolution, une dérogation aux principes récemment proclamés par la Haute Assemblée qui venait de repousser les arbitrages.

Aussi, en présence du courant d'opinions qu'il eût été imprudent de vouloir remonter, la Commission de la Chambre, chargée d'examiner le projet voté par le Sénat, revint à la règle posée par le

(1) V. rapport Poirrier, *Journal officiel*, 1895, Sénat, Annexes n° 73, p. 268 et suiv.

projet du Gouvernement et sur le rapport de M. Maruéjols (1), décida que les contestations relatives aux indemnités dues en matière d'accident seraient portées devant les Tribunaux ordinaires, en spécifiant seulement que l'on organiserait une procédure aussi rapide et aussi économique que possible.

Finalement, nous l'avons vu, c'est le système de la Chambre qui l'emporta et c'est au Président du Tribunal civil que l'on confia la mission de concilier les parties en cause.

A notre avis, ce faisant, on agit très sagement. La meilleure preuve en est dans la reproduction des chiffres officiels que nous avons donnée précédemment. Ces chiffres ont leur éloquence. Ils montrent d'une façon certaine que, si, malheureusement, le nombre des dossiers d'accidents va chaque année croissant, celui des affaires qui ont reçu une solution définitive devant le Président du Tribunal suit heureusement la même évolution. C'est la meilleure réponse que l'on puisse faire aux adversaires du système de la loi de 1898.

On a dit, en faveur des Tribunaux spéciaux, que le règlement des indemnités dues pour accidents du travail exigeait une compétence spéciale

(1) V. rapport Maruéjols, *Journal officiel*, 1897, Doc. parl., Chambre, t. II, p. 1.510.

qu'avaient seuls les professionnels ; mais, il semble que pour amener un patron et un ouvrier à accepter une transaction loyale qui garantisse à chacun d'eux tous ses droits, il soit plus besoin d'autorité morale que de compétence technique.

Quel esprit de conciliation pourrait bien apporter dans un Tribunal la présence des plus notoires délégués de la C. G. T. qui seraient imposés au choix des corporations ouvrières ?

M. Marc Sauzet, d'ailleurs, a, il y a déjà longtemps, très nettement mis en lumière les dangers des juridictions professionnelles.

« Ce résultat, dit-il, celui auquel a conduit l'institution des tribunaux professionnels, ne nous semble pas de nature à entretenir l'enjouement pour cette utopie de la justice civile, rendue par les pairs. Utopie très vieille ! Le progrès n'a-t-il pas consisté à s'en éloigner de plus en plus ? Elle repose en effet sur cette idée primitive que le juge représente les intérêts des plaideurs alorsqu'il ne doit être que le représentant de la loi, tranchant les litiges privés par des règles immuables et, par là même, impartiales. Une organisation sociale forte et juste veut un pouvoir judiciaire avant tout indépendant des rapports privés qu'il a à apprécier. C'est une étrange aberration de s'attendre à trouver cette indépendance dans un tribunal dont les mem-

bres sont les élus, c'est-à-dire les subordonnés et comme les serviteurs des intérêts particuliers en lutte. » (1)

Nous nous associons pleinement à ces conclusions si justes et nous n'hésitons pas à nous prononcer contre l'institution des juridictions arbitrales.

Le système actuel de conciliation a donné jusqu'ici d'excellents résultats ; nul doute qu'il n'en produise d'autres encore. Par l'autorité qui s'attache à ses hautes fonctions, le Président du Tribunal nous paraît mieux désigné que quiconque pour intervenir entre les rapports si souvent tendus du capital et du travail et pour contribuer à éviter, dans la mesure du possible, des conflits, des chocs, des heurts toujours regrettables, et cela pour le plus grand bien des parties en cause et le maintien de la paix sociale.

(1) Marc Sauzet, *La Juridiction des Conseils de Prud'hommes* extrait des *Annales du Droit commercial français*, 1889, nos 3 et 4.

VU :

*Le Président de la thèse,*  
JAY.

VU :

*Le Doyen,*  
P. CAUWÈS.

VU :

et permis d'imprimer,  
*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.

## BIBLIOGRAPHIE

*André.* — Les accidents du travail (régime du risque professionnel), 1907.

*Bellom.* — Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger, 1904.

*Bulletin* de la Société d'études législatives (années 1899-1901-1902-1904-1905-1906).

*Cabouat.* — Traité des accidents du travail 1907.

*Duchauffour.* — Les accidents du travail (Manuel de conciliation) 1906.

*Lesueur.* — Compétence et procédure en matière d'accidents du travail. Thèse Paris 1905.

*Loubat.* — Traité sur le risque professionnel, 1899.

*Marcaggi et Giraud.* — Dictionnaire des accidents du travail, 1907.

*Pic.* — Traité élémentaire de législation industrielle, 1908.

*Recueil de documents sur les accidents du travail*, publiés par les Ministères du Commerce et du Travail, années 1899 à 1909

*Rist.* — La législation anglaise sur la responsabilité en matière d'accidents. Thèse Paris, 1899.

*Sachet.* — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 2 vol. 1904 et 1909.

*Sauzet (Marc).* — Responsabilité du patron envers ses ouvriers. Revue critique 1883.

*Vassart et Nouvion-Jacquet.* — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents industriels. 1899.



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION. . . . .                                                                   | 5   |
| CHAPITRE I. — Convocation et représentation des parties<br>devant le Président. . . . . | 15  |
| Paragr. 1. — Convocation des parties . . . . .                                          | 17  |
| Paragr. 2. — Représentation des parties. . . . .                                        | 33  |
| CHAPITRE II. — Pouvoirs conciliateurs du Président du<br>Tribunal. . . . .              | 50  |
| Paragr. 1. — Pouvoirs spéciaux du Président. . . .                                      | 51  |
| Paragr. 2. — Pouvoirs normaux du Président . . .                                        | 71  |
| CHAPITRE III. — Caractère de l'Ordonnance du Président. .                               | 83  |
| CHAPITRE IV. — Résultats et Statistiques . . . . .                                      | 96  |
| CHAPITRE V. — Législation comparée. . . . .                                             | 105 |
| CONCLUSION . . . . .                                                                    | 115 |

---

---

Imprimerie P. DUSSAUGE, 1 *bis*, rue Racine, Montrouge.

---







